



# UQAMAZON

En 2024, l'Université a dépensé plus de 400 000 \$ chez Amazon

page 3



Adoption à l'international

# Retrouver ses racines?

Des témoignages à lire en page 8



# Du cinéma pour un public distrait

page 15

Chronique

# Votre argent, leurs combats

page 4

## ÉDITORIAL

# Voulez-vous encore de nous?

ALICE FOURNIER ET JUSTIN  
VAILLANCOURT

Car, comme tous les journalistes en devenir qui souhaitent travailler pour honorer leur profession, nous nous remettons en question. Et nous nous demandons ceci : que voulez-vous? Nous n'allons pas mentir, le désengagement de la communauté étudiante envers l'information traditionnelle est flagrant. Les clics sur notre site Web sont en chute libre.

Certes, nous tenons à former les journalistes de demain, mais nous aimerions être davantage lu(e)s. Nous nous creusons les méninges, nous essayons de nouvelles pratiques, nous allons à la rencontre des étudiant(e)s, nous traitons des sujets d'actualités et nous mettons un point d'honneur à établir une rigueur que l'on pourrait retrouver dans un média professionnel.

Malgré cela, nous ne vous intéressons pas. Nous l'avons compris, nous devons faire quelque chose. Nous avons contourné Meta et réussi à obtenir de la visibilité grâce à nos Reels sur Instagram, mais pour combien de temps encore? Notre compte pourrait être supprimé du jour au lendemain. Nous perdrons tout le travail acharné de notre équipe, qui fait tout pour se réinventer et vous montrer une facette plus ludique du journalisme.

Nous le voyons avec les autres médias, à moindre échelle. Mais au Montréal Campus, nous n'avons pas le luxe de pouvoir imprimer une édition par jour ou de vous offrir une application avec des fonctionnalités à la fine pointe de la

technologie. Nous n'avons même pas les fonds pour nous verser le moindre dollar. Nous travaillons de manière acharnée malgré tout. Sans vous mentir, travailler aussi fort pour ne pas être lu, c'est tough. Nous ne demandons pas que vous soyez d'accord avec notre contenu, il est fait pour susciter le débat.

Mais lisez-nous. En discutant autour de nous avec des étudiant(e)s, nous nous sommes rendu compte que ce désintérêt pour l'information était généralisé. Nous ne voulons pas étudier en journalisme pour n'intéresser qu'une poignée de jeunes adultes. Nous pourrions,

par exaspération, vous remettre la faute. Nous pourrions tout simplement vous considérer comme une génération sans convictions, désintéressée de ce qu'il se passe autour d'elle.

Mais nous savons que ce n'est pas vrai. Vous l'avez prouvé à maintes reprises, vous êtes capables de vous exprimer sur des sujets qui vous touchent. Nous ne prendrons pas l'exemple de certaines associations qui s'expriment sur des causes qui sont loin de chez nous. Mais nous avons remarqué que, lorsque leurs revendications concernent des causes éloignées,

elles suscitent moins d'engagements de la part des étudiant(e)s de l'UQAM. Nous avons compris que c'est la même chose pour nous : ce n'est pas en nous éloignant de votre quotidien que nous allons susciter votre engagement.

Nous savons aussi que le contexte actuel est anxiogène. Il se passe trop de choses. L'actualité change sans cesse, les noms évoluent, les politiciens s'expriment tous les jours, les tarifs, les conflits... tout cela pendant que vous étudiez, vous essayez de joindre les deux bouts en ayant de bonnes notes, en payant votre

loyer, en travaillant sur le côté, en essayant de garder une vie sociale et en composant avec l'inflation qui inquiète et la crise climatique qui nous guette. Nous comprenons que Zelensky soit le dernier de vos soucis. Ça vous tente moins d'aller prendre le temps de lire un texte au complet sur un sujet d'actualité. Mais quelle est l'autre solution? Si vous souhaitez être un bon citoyen pour des choses aussi simples que prendre des décisions pour votre futur, vous devez comprendre le monde qui vous entoure. Et nous vous garantissons que ce n'est pas en allant consulter des publications Reddit que vous y arriverez. Nous ne voulons pas vous dire quoi faire. Ce serait vous prendre de haut. L'information nous semble cruciale, car c'est un domaine que nous étudions.

Mais nous aimerions vous inciter fortement à en consommer. Sur des sujets qui vous touchent, des sujets du Québec, des plateformes qui vous conviennent. Les médecins soignent, les avocat(e)s défendent, les professeur(e)s enseignent, les journalistes informent. La clé pour prendre en main son avenir, c'est l'information. Nous sommes là pour vous la donner. Et vous savez quoi, c'est gratuit! Nous tenions à faire cette mise au point. Nous entendons partout autour de nous que vous perdez confiance en nous. Si vous voyez de manière transparente comment nous fonctionnons, nous espérons que vous ferez l'autre partie du chemin. Nous savons que nous sommes les chiens de garde de la démocratie, mais, cette démocratie, c'est aussi vous qui la faites fonctionner. ❖



PHOTO : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

Alice Fournier, rédactrice en chef, et Justin Vaillancourt, directeur de l'information au Montréal Campus.

**Rédactrice en chef :** Alice Fournier | **Directeur de l'information :** Justin Vaillancourt | **Chef(fe)s de pupitres UQAM :** Jeanne Claveau-Laviolette et Aurélie Lachapelle | **Société :** Camille Desjardins et Justine Bertrand | **Culture :** Marilaure Lambert et Simon Bérubé | **Vidéo :** Charles Dessureault et Philip Bossé | **Radio :** Tomy Tanguay et Adèle Rosa Matte | **Correcteurs et correctrices :** Mathilde Beaulieu-Lépine, Théo Bou Eid et Noémie Laplante | **Directrices artistiques :** Alice Young et Alexane Taillon-Thiffeault | **Médias sociaux :** Vincent Poirier | **Chargée de projet :** Flavie Gauthier Cameron | **Vigies de la diversité :** Camélia Boussaid et Éliisa Marchildon | **Le trait de fusain :** Julia Myles | **À la une :** Alexane Taillon-Thiffeault et Alice Young | **Infographe :** Axel Dansereau Macias | **Journalistes :** Zoé Vachon, Élise Lécaudé, Félix Rousseau-Giguère, Annabel Ouellet, Justine Bouchard-Girard, Eve Bernier, Léa Lemieux, Chanya Sedion, Mélody Deveau, Maïka Thomson, Romy Clermont et Vincent Poirier | **Impression :** Hebdo Litho. Cette édition a été réalisée grâce à la collaboration de l'École des médias.

Prière de recycler ce papier journal



VOL. L | NO.1 | 3 AVRIL 2025

PUBLICITÉ :

Accès média : 514.524.1182

info@accemedia.com

Dépot légal : Bibliothèque nationale

du Québec- Bibliothèque nationale du Canada



est publié par les Éditions Montréal Campus inc.

CP. 8888 succ. Centre-Ville,

Montréal (QC) H3C 3P8

Téléphone : 514.987.7018

Suivez Montréal Campus sur le web

[www.montrealcampus.ca](http://www.montrealcampus.ca)

Courriel: [montrealcampus@gmail.com](mailto:montrealcampus@gmail.com)

[@instamontrealcampus](https://www.instagram.com/instamontrealcampus)

[@montrealcampus](https://www.facebook.com/montrealcampus)

AMAZON



# L'UQAM critiquée pour ses dépenses

## Plus de 400 000 \$ versés chez Amazon en 2024 en infonuagique, livres et matériel

ZOÉ VACHON

L'UQAM a déboursé au moins 400 000 \$ auprès d'Amazon en 2024 pour des services infonuagiques et du matériel scolaire. Des dépenses qui sont dénoncées par plusieurs syndicats et associations étudiantes.

L'UQAM a dépensé près de 280 000 \$ sur Amazon en 2024 en dépenses de cartes institutionnelles et en remboursements aux employé(e)s. Cela comprend l'achat de livres, de fournitures scolaires, de « matériel divers » et de matériel informatique.

Ces chiffres représentent 0,05 % de son budget total d'environ 500 millions, souligne la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers. Les dépenses du Service des bibliothèques et les contrats de l'UQAM avec Amazon pour des services infonuagiques ne sont pas compris dans ce montant.

L'UQAM n'achète plus sur Amazon depuis mi-février, suivant une directive envoyée aux organismes publics par le gouvernement du Québec après l'annonce de la fermeture des sept entrepôts d'Amazon au Québec en janvier. La fermeture des entrepôts a engendré la perte de 4600 emplois au Québec, sous-traitant(e)s compris(es). Une partie importante des dépenses de l'UQAM sur Amazon concernent les services infonuagiques d'Amazon Web Services (AWS), qui ne sont pas compris dans la directive du gouvernement du Québec. L'UQAM a conclu un contrat de près de 200 000 \$ avec AWS en novembre 2024.

L'Université avait aussi renouvelé un contrat de trois ans avec l'entreprise en 2023. Une décision du conseil d'administration (CA) concernant le renouvellement du contrat autorisait l'UQAM à y accorder un montant maximal de cinq millions de dollars. AWS fournit des services infonuagiques, c'est-à-dire du stockage de données sur Internet. Les données ne sont pas enregistrées sur un objet physique comme une carte mémoire ou une clé USB et sont accessibles avec une connexion Internet.

Dans le cas de l'UQAM, l'infonuagique d'Amazon sert à entreposer des données et à accéder au laboratoire virtuel, une plateforme qui permet aux uqamiens(ne)s d'utiliser des logiciels spécialisés. Dans une lettre envoyée au CA de l'UQAM en février, les quatre syndicats de



PHOTO : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

La grande majorité des dépenses de l'UQAM chez Amazon concerne les services d'infonuagique, c'est-à-dire du stockage de données sur le nuage.

L'UQAM ont demandé à l'Université de réévaluer sa relation avec le géant américain. « On invite le CA à regarder s'il peut résilier les contrats qu'il a actuellement avec la firme Amazon Web Services, à ne pas renouveler le contrat si jamais ce n'est pas possible, et à éviter tout contrat ou tout achat avec cette compagnie. Donc, [à agir] dans une optique d'achat responsable, comme l'UQAM devrait le faire en tant qu'université », explique le président du Syndicat des professeurs et des professeurs enseignants de l'UQAM (SPPEUQAM), Olivier Aubry.

Antoine Martin, délégué étudiant du CA de l'UQAM, avait exprimé des réserves lors du renouvellement du contrat avec AWS en 2023, en raison des pratiques « antisyndicales » de la compagnie. Les employé(e)s de l'entrepôt à Laval avaient récemment formé le premier syndicat d'Amazon au Canada. Il est affilié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), tout comme le Syndicat des professeurs et professeurs de l'UQAM (SPUQ) et le SPPEUQAM.

L'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH), l'Association facultaire

étudiante de science politique et droit (AFESPED) et l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE) appuient quant à elles le mouvement « Ici, on boycotte Amazon ». Lancé en réponse à la fermeture des entrepôts, le mouvement appelle au boycottage de l'entreprise américaine.

### L'UQAM « en réflexion »

« En ce qui a trait à l'infonuagique, l'UQAM est sensible aux préoccupations soulevées, dans l'actualité et par certains membres de sa communauté, concernant la souveraineté numérique et AWS. Elle est à pied d'œuvre pour évaluer différents scénarios et elle poursuit ses réflexions », déclare la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers.

Le CA a autorisé la vice-rectrice à l'Administration et aux finances à signer un contrat avec AWS en 2023. Cependant, il a aussi demandé que l'UQAM « entame une réflexion afin de trouver des solutions alternatives à l'égard d'un approvisionnement éthique en matière d'infrastructures infonuagiques ».

« L'approche de l'infonuagique à l'UQAM respecte en tous points les orientations gouvernementales en cette matière », affirme Jenny Desrochers. AWS fait partie des entreprises avec lesquelles les organismes publics peuvent faire affaire pour l'infonuagique, selon le ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Antoine Martin le voit d'un autre angle. « On se doit, en tant qu'établissement scolaire qui se dit éthique, d'avoir des attentes plus élevées que d'autres services publics. Je pense qu'on peut se permettre l'ambition », dit-il, rappelant que les universités étaient des « pionnières » du développement informatique dans les années 1980 et 1990.

### Des options d'ici

Il existe des équivalents québécois à la multinationale de Jeff Bezos. Dans le domaine de l'infonuagique, la compagnie québécoise Micrologic fait déjà affaire avec plusieurs organismes publics québécois, dont des cégeps et des centres de services scolaires. Cependant, la transition d'AWS à un autre service d'infonuagique est complexe. « C'est du travail de plus

pour monter la zone d'accueil dans le nouveau cloud, migrer les applications, faire des essais, les configurations de sécurité... », explique Robert Michon, conseiller stratégique chez Micrologic. « Souvent, les clients ne voient que peu ou pas de bénéfices à investir pour migrer d'un cloud à un autre. »

## Qu'est-ce que la souveraineté numérique?

La souveraineté numérique consiste à confier les données produites au Canada à des entreprises d'ici et à les entreposer sur le territoire pour que les données soient régies par les lois canadiennes et québécoises. Amazon est soumise au CLOUD Act, une loi américaine l'obligeant à transmettre ses données avec les autorités des États-Unis si elles en font la demande, peu importe le pays où sont stockées les données.

# Entre les murs

CHRONIQUE

## Qui l'eût CRUES?

JEANNE CLAVEAU-LAVIOLETTE

Uqamien(ne)s, vous avez dépensé près de 100 000 \$ dans la CRUES au cours de la dernière année. Savez-vous au moins à quoi servent vos cotisations?

Plus de 175 000 \$. C'est la modique somme récoltée par la CRUES cette année, dont plus de la moitié provient de l'UQAM.

Si vous êtes membre de l'Association facultaire en science politique et droit (AFESPED), de l'Association facultaire des sciences humaines (AFESH), de l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE) ou de l'Association facultaire étudiante des arts (AFEA), mes félicitations : vous faites partie des 16 295 uqamien(ne)s membres de ce regroupement d'associations étudiantes. Vous lui avez payé 6 \$, cette année, via vos frais d'association facultaire.

La Coalition de résistance pour l'unité étudiante syndicale, la CRUES, pour les intimes, est un syndicat étudiant fondé il y a deux ans. Héritière de la CLASSE, qui a porté les revendications du Printemps érable en 2012, la CRUES vise à maintenir une mobilisation étudiante à l'échelle du Québec.

La coalition a voté lors de son dernier congrès pour délaier la lutte pour la salarisation des stages au profit de la question palestinienne. Vos cotisations ont donc servi à financer les activités liées à cette campagne. 36 000 \$ pour deux congrès, repas et déplacements inclus. 22 000 \$ pour un camp de formation sur les perspectives décoloniales. 10 000 \$ en soutien aux campements pro-palestiniens. 30 000 \$ pour un fonds pour les militants arrêté(e)s, qui a notamment servi à payer une partie des frais judiciaires des deux activistes écologistes qui ont bloqué le pont Jacques-Cartier. Est-ce ce que vous vouliez qu'on fasse avec votre argent?

L'ADEESE s'est pourtant affiliée à la CRUES en promettant à ses membres que la coalition serait « un véhicule pour porter [ses] revendications sur la scène nationale, notamment la salarisation des stages ». « Une fois que la situation en Palestine sera stabilisée, c'est sûr qu'on va prioriser à nouveau la salarisation des stages », affirme Thildy Riveti, responsable aux communications de la CRUES.

Le manque de cohésion actuel autour d'un projet social commun

a même conduit en janvier dernier à la désaffiliation d'une association étudiante de l'Université Laval. Celle-ci a accusé la CRUES d'être « montréalocentriste » et d'abandonner la lutte pour la salarisation des stages.

Toutefois, ne tirez pas de conclusions hâtives. La CRUES et les associations étudiantes ne sont pas les uniques coupables de ce manque de représentativité des préoccupations étudiantes. Ce sont nous, uqamien(ne)s, les coupables ou, plutôt, notre désintérêt envers la démocratie étudiante. Je m'explique.

Les délégué(e)s des associations étudiantes représentées à la CRUES sont lié(e)s aux prises de position de leur association, qui sont elles-mêmes décidées en assemblée générale (AG). Les prises de position d'une association étudiante sont le reflet de l'opinion des membres présent(e)s lors des AG.

Ce sont donc les plus mobilisé(e)s qui décident de la direction que prend une coalition comme la CRUES, pas forcément la majorité. Ce désengagement étudiant n'est qu'un symptôme inquiétant d'une désaffiliation sociétale envers nos institutions démocratiques. Un exemple tout simple : aux dernières élections provinciales de l'Ontario, seulement 45 % des Ontarien(ne)s ont voté. C'est préoccupant. Invertissons cette tendance. Commençons chez nous, ici, à l'UQAM.

Plus que jamais, la raison d'être de la CRUES, soit d'assurer une cohésion entre les différentes associations étudiantes au Québec, est extrêmement pertinente. La perte des Bourses Perspective, les loyers en hausse et les frais de scolarité qui dépassent les 20 000 \$ pour les étudiant(e)s de l'international ne sont que des exemples d'un phénomène de précarité étudiante. Concentrons plutôt nos efforts sur ce que nous pouvons réellement contrôler, ce qui se passe chez nous.

Bien que je sois critique de l'usage actuel des fonds étudiants par la CRUES, je ne peux m'empêcher de reconnaître le potentiel d'une telle coalition. Uqamien(ne)s, à nous de nous assurer que nos préoccupations sont réellement celles qui sont portées par, et non pour, ceux et celles qui nous représentent.

Pourquoi ne pas faire de la CRUES une tribune des revendications étudiantes du Québec plutôt qu'un organisme militant engagé à porter des luttes d'ailleurs?

À vous de jouer. ❖



UQAM

# Itinérance, entre respect et insécurité

ÉLISE LÉCAUDÉ

Entre la gestion de la cohabitation avec la population itinérante et l'insécurité étudiante, l'UQAM jongle pour préserver l'harmonie sur son campus, tout en adoptant une approche respectueuse des populations marginalisées. Son travail ne satisfait pas tout le monde.

« J'ai dû changer de salle de bain, car il y avait un itinérant qui se droguait », raconte Benjamin Boudreau, étudiant en marketing. Selon lui, le Service de la prévention et de la sécurité (SPS) gère mal la cohabitation avec la population itinérante. « Ils ne font rien. »

Un matin, Juliette Léveillé se rend au J-M873, le local des médias étudiants de l'UQAM, qu'elle retrouve déverrouillé. Elle tombe sur une personne en situation d'itinérance couchée au sol, sur un matelas gonflable. L'étudiante en communication souligne que cette personne a été « super respectueuse » et s'est empressée de partir. « Je ne me suis vraiment pas sentie en danger », affirme Juliette, qui a tout de même rapporté l'incident à la sécurité.

Normand Larocque, directeur du SPS, insiste sur la rareté de ce genre de situation. « [Des personnes qui dorment dans les locaux], ça arrive, mais pas régulièrement », assure-t-il.

## Expériences étudiantes

Marie-Ève Tolley-Guay, étudiante en droit, croise régulièrement des personnes en situation d'itinérance dans les toilettes du pavillon Thérèse-Casgrain (W), en train « de se changer ou [de] se réchauffer, parfois plusieurs en même temps ».

À la suite de ces rencontres, elle s'est procuré une trousse de naloxone à la pharmacie, au cas où elle ferait face à une personne en surdose.

« J'ai eu vraiment peur d'être confrontée à une situation où je devrais assister, impuissante, à ce genre de scène », dit-elle.

Depuis le 13 mars, la Société de transport de Montréal (STM) interdit le flânage dans le métro. Cette mesure pourrait engendrer un afflux de personnes en situation d'itinérance entre les murs de l'UQAM, selon Maria Nenggeh Mensah, professeure en travail social à l'UQAM.

En février dernier, la vice-rectrice associée à la relance du Quartier latin, Priscilla Ananian, a présenté sa « définition élargie » de la cohabitation.

À son avis, il faudrait « prendre en considération tous les aspects de la cohabitation, [en] s'intéressant aux personnes en situation d'itinérance, [tout comme] à la perception des intervenants et des personnes qui ne sont pas itinérantes ».

« Un campus, c'est fait pour flâner! »

Mariah Nenggeh Mensah, professeure en travail social

Son plan est de « croiser des agents de sécurité avec des travailleurs sociaux et des intervenants psychosociaux », comme la Société de développement social (SDS), et de former les étudiant(e)s sur la question de l'itinérance.

Présentement, les agent(e)s de sécurité de l'UQAM reçoivent une formation de trois heures sur la marche à suivre pour aborder les personnes en situation d'itinérance. Selon Normand Larocque, la SDS accompagne aussi les agent(e)s du SPS « deux à trois fois par semaine », pour assurer le bon déroulement des interventions. « Si on a vraiment des problèmes avec une personne marginalisée, on appelle [la SDS] », explique-t-il.

Selon Maria Nenggeh Mensah, l'UQAM doit adopter une approche

d'ouverture. « Un campus, c'est fait pour flâner », soutient-elle. La professeure trouve « inquiétant » que des étudiant(e)s de l'UQAM ne se sentent pas en sécurité auprès des personnes en situation d'itinérance.

« Je pense que la première chose à faire en termes de sensibilisation, c'est comprendre que ce n'est pas à toi que l'itinérant en veut », avance-t-elle. Elle précise « qu'il faut sensibiliser les personnes en situation de marginalité aux règles et conduites de base » des milieux publics, qui diffèrent de celles des organismes.

À l'UQAM, seulement 5 % des toilettes du campus central voient leur accès limité par un lecteur de carte, explique Jenny Desrochers, porte-parole de l'UQAM. Ces derniers auraient été installés pour « répondre aux questions soulevées par les usagers en lien avec la propreté des lieux et leur sentiment de sécurité ».

## La question des toilettes

Depuis l'installation des toilettes il y a sept ans, les interventions des équipes d'entretien ménager et de plomberie « dues à des incidents et des dégâts qui se produisaient dans ces toilettes » ont chuté de plus de 80 %. Pour M<sup>me</sup> Nenggeh Mensah, il y a une incohérence dans cette démarche de fermeture face à l'insécurité.

Elle remarque que, d'un côté, il y aurait une volonté de la direction de faire de l'UQAM un endroit où l'on a envie de traîner, puis, de l'autre, il y a une tendance à tout fermer. 📍



PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

Les incidents dans les toilettes de l'UQAM ont chuté de 80 % depuis sept ans.

## NOUVEAU POSTE D'HYDRO-QUÉBEC



# Le courant ne passe pas

FÉLIX ROUSSEAU-GIGUÈRE

Hydro-Québec prévoit de construire un mégaposte électrique dans les jardins de la Grande Bibliothèque, à 350 mètres de l'UQAM. Le projet est imposant, et plusieurs membres de la communauté uqamienne s'alarment de l'édification d'une telle bâtisse.

« On est assez inquiets des impacts [de la construction du poste électrique] », signale le président du Syndicat des professeurs et professeurs enseignants de l'UQAM (SPPEUQAM), Olivier Aubry.

En novembre 2023, Hydro-Québec a annoncé vouloir construire un nouveau poste de transformation électrique sur le terrain de la Grande Bibliothèque, au coin des rues Ontario et Berri. Le poste actuel, situé à un coin de rue, est vétuste, selon Hydro-Québec.

Le SPPEUQAM affirme que le poste électrique bloquerait un potentiel élargissement de la Grande Bibliothèque sur le terrain qu'Hydro-Québec a acheté à la Bibliothèques et Archives nationales du Québec (BANQ).

Même si Hydro-Québec a promis que le futur poste « abritera deux étages complets exclusivement consacrés à l'entreposage des collections et des documents de BANQ », ce ne serait pas assez, selon le syndicat, qui croit que ce projet ne concorde pas avec la vision de relance du Quartier latin, l'une des priorités de l'UQAM.

## Étudiant(e)s préoccupé(e)s

L'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) s'est opposée à la construction du transformateur électrique d'Hydro-Québec, lors d'une assemblée générale (AG) en janvier. L'AFESH demande, entre autres, la mise en place « d'une consultation publique avec des organismes du quartier » et une mobilisation plus grande de la part du conseil d'administration de l'UQAM. Du côté de l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE), aucune prise de position officielle n'a été adoptée en AG. Le secrétaire général de l'ADEESE, Cédric Nahimana, précise cependant que, si le projet

venait à voir le jour, l'association s'y opposerait « sans l'ombre d'un doute ». La mise à jour du PDG d'Hydro-Québec est « rassurante », affirme-t-il.

« Le recteur [Stéphane Pallage] et la vice-rectrice associée à la relance du Quartier latin [Priscilla Ananian] sont intervenus [dans] le dossier [...] notamment auprès de représentants d'Hydro-Québec. Ils ont soulevé les préoccupa-

fera qu'augmenter dans les années à venir, notamment avec la construction d'appartements étudiants, le projet de décarbonation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et la croissance du nombre de véhicules électriques.

Le nouveau poste aurait donc une capacité prévue de 315 000 volts et sa superficie serait de 7500 mètres carrés,

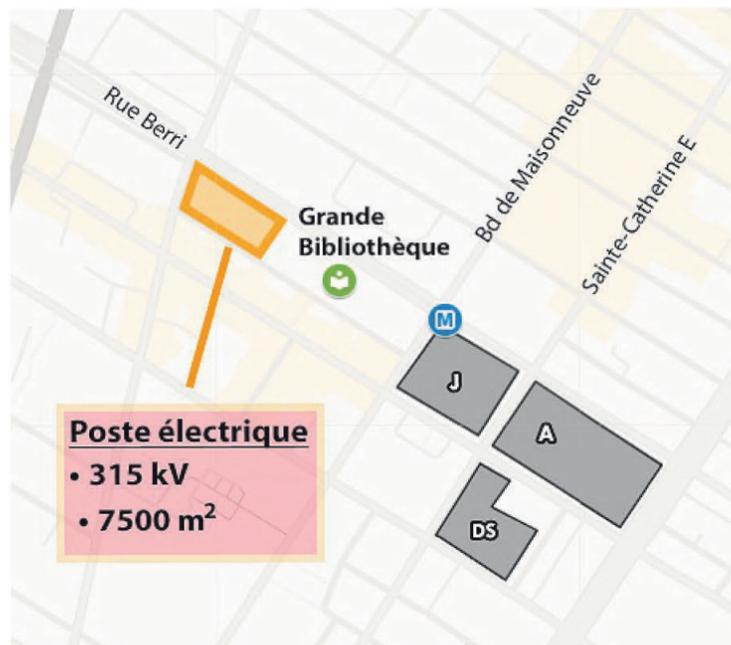


ILLUSTRATION : AXEL DANSEREAU MACIAS, MONTRÉAL CAMPUS

Carte du futur mégaposte électrique d'Hydro-Québec près de l'UQAM.

tions exprimées par la communauté de l'UQAM sur ce projet, en particulier sur son intégration urbanistique au quartier et sur son impact sur la santé publique », indique par courriel Jenny Desrochers, porte-parole de l'UQAM.

« L'UQAM entend inviter très prochainement Hydro-Québec à tenir une rencontre d'information avec les membres de notre communauté », ajoute-t-elle.

## Hydro-Québec s'explique

Dans une lettre publiée le 6 mars, le président-directeur général de la société d'État, Michael Sabia, s'est voulu rassurant. Il nomme l'acceptabilité sociale, le coût du projet et les besoins en électricité du quartier comme les trois éléments prioritaires au bon fonctionnement du projet. Le poste actuel ne pourra plus répondre à la demande croissante d'électricité dans la métropole, explique-t-il. Hydro-Québec a fait savoir que la demande en électricité dans le quartier ne

prendrait fin en 2030, estime Hydro-Québec. Ayant reçu vent de critiques contre le projet, notamment de la part de la communauté uqamienne, M. Sabia dit vouloir changer d'approche et effectuer une « réévaluation exploratoire des options ».

« Hydro-Québec examine déjà de nouvelles hypothèses et modalités pour assurer un impact réel et positif sur le quartier », assure-t-il.

Il ne revient cependant pas sur l'emplacement du terrain choisi pour Berri 2 dans sa lettre. Il spécifie que la société d'État reviendra vers le public et les intervenant(e)s du milieu dans le but d'entendre leurs idées et dialoguer. Hydro-Québec a refusé la demande d'entrevue du *Montréal Campus*.

## La santé publique en jeu?

Le président du SPPEUQAM s'interroge également sur l'impact visuel et sur les effets sur la santé publique de ce futur poste électrique. « Hydro-Québec n'ont pas trop l'air de savoir ce qu'ils vont faire. Est-ce que ça va être enfoui? Est-ce que ça va être quelque chose de très visible et puis qui fera fuir les gens, les touristes? C'est des questions auxquelles on n'a pas de réponse », remarque-t-il. Le syndicat craint de voir « un transformateur et de grosses

lignes à haute tension » s'ériger près de l'UQAM. Il s'inquiète des effets de la proximité des lignes électriques et de leurs champs magnétiques sur la population humaine au Québec.

Un rapport du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec de 2014 révèle d'ailleurs que les champs magnétiques d'extrêmement basses fréquences (CMEBF) émis par les lignes électriques peuvent accroître le risque de leucémie chez l'enfant qui y est exposé.

Des études probantes sur les impacts d'un tel bâtiment électrique de la part du gouvernement et d'Hydro-Québec seraient nécessaires avant les premiers coups de pelle, selon le syndicat.

« Est-ce que dans 10, 15, 20 ans, on va se rendre compte que, finalement, il y a plein de personnes qui habitent à proximité qui ont des problèmes de santé? », se questionne M. Aubry. Selon lui, ce poste de transformation électrique « devrait être beaucoup plus éloigné des habitations ».

Même son de cloche du côté du Syndicat des professeurs et professeurs de l'UQAM (SPUQ), qui a adopté à l'unanimité, le 16 janvier, une résolution condamnant la construction d'un tel projet et un manque de « transparence du gouvernement et d'Hydro-Québec ».



PHOTO : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

La société d'État Hydro-Québec compte 533 postes dans la province et 34 000 km de lignes de transport.



**LE MONTRÉAL CAMPUS  
LANCE SA CAMPAGNE DE  
SOCIOFINANCEMENT!**

**ON A BESOIN  
DE VOUS!**

**LONGUE VIE AU  
MONTRÉAL CAMPUS!**

**LES FONDS SERVIRONT À  
L'ACHAT DE MATÉRIEL AUDIO  
POUR LE RADIO CAMPUS!**

## INFRASTRUCTURES



# L'UQAM, accessible, mais pas assez adaptée

ANNABEL OUELLET

Escaliers roulants en panne, stationnements occupés par des matériaux, trottoirs mal entretenus : voici plusieurs points soulevés par des usagers et usagères de l'UQAM quant à son manque d'accessibilité. Pourtant, l'Université soutient que ses infrastructures sont conformes aux exigences de la Régie du bâtiment du Québec.

D'après l'UQAM, l'entièreté de ses salles de classe et de ses amphithéâtres est accessible en vertu des exigences du Code de construction du Québec, mais il y a une distinction entre « accessible » et « adaptée », selon Sylvain Le May, ancien étudiant de l'UQAM et conseiller à l'accueil et à l'intégration au Bureau de l'inclusion et de la réussite étudiante (BIRE).

« Accessible », c'est que je peux rentrer mais, à un moment donné ou l'autre, je vais rencontrer un obstacle ou avoir besoin d'une alternative pour m'aider. « Adaptée », normalement, je suis capable de le faire seul », indique-t-il.

## Soutien pour les étudiant(e)s

À l'heure actuelle, selon des données fournies par l'Université, les campus du centre-ville comptent 75 ascenseurs, 11 escaliers mécaniques et que 12 stationnements dispersés sur 3 sites réservés aux personnes

à mobilité réduite. Selon ces mêmes données, environ une toilette sur cinq est accessible à l'UQAM. Sylvain Le May soutient que la création de la politique institutionnelle de l'UQAM, en 1987, a permis à l'Université de réaliser que ce ne sont pas seulement les personnes en situation de handicap qui bénéficient de l'accessibilité. « Je suis en fauteuil roulant. Une porte automatique c'est pratique pour moi, mais, [pour] un étudiant parent avec un enfant, une porte automatique, c'est précieux aussi », affirme-t-il.

Sylvain Le May raconte que, lorsqu'il est arrivé à l'UQAM, il n'est pas allé directement ouvrir un dossier au BIRE, parce que c'était « confrontant » et qu'il a attendu l'évolution de sa situation avant d'entamer le processus. M. Le May affirme qu'il faut être à l'écoute des besoins et des attentes de chacun(e) lors du processus d'accompagnement.

Thomas Lafond, étudiant libre à l'UQAM, est en situation de handicap. Il affirme ne pas avoir de problème d'accessibilité dans les locaux de l'UQAM en général, mais qu'il est, à plusieurs reprises, arrivé en retard à ses cours à cause de bris fréquents des escaliers roulants.

Selon M. Le May, la communauté étudiante est riche en diversité, et cela peut être un défi que de répondre aux besoins de tous et de toutes. Le BIRE compte 10 personnes conseillères qui accompagnent plus de 3000

étudiant(e)s. D'après lui, 90 % de ces étudiant(e)s ont des handicaps qui sont non visibles. « La diversité est tellement grande que la réalité de personne en fauteuil roulant, ce n'est pas la norme. C'est ma norme à moi, mais ce n'est pas la norme de toutes les personnes en situation de handicap », explique-t-il.

## Trop peu d'entretien

Certains commentaires reçus par le Comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH) peuvent indiquer que l'UQAM n'est plus aussi accessible qu'avant, selon le directeur général du Comité, Dominique Salgado.

Il lui a notamment été mentionné que des stationnements réservés aux personnes à mobilité réduite étaient occupés par des matériaux lors de rénovations, ou encore que certaines infrastructures nécessitent de l'entretien pour demeurer accessibles, comme les trottoirs entourant l'université. M. Le May assure que les locaux de l'UQAM sont conformes aux demandes de la Régie du bâtiment du Québec et à la politique institutionnelle de l'Université. Les principaux travaux d'entretien pour améliorer l'accessibilité des bâtiments se font lorsque d'autres rénovations sont déjà prévues. M. Salgado rappelle l'importance de s'assurer que les établissements scolaires restent entretenus et conformes aux réglementations. « Si une porte s'ouvre mal ou a de la difficulté à s'ouvrir, il faut se pencher sur la question. Il ne faut pas attendre qu'une personne reste coincée entre deux portes », ajoute-t-il.

En décembre dernier, l'UQAM a créé le Comité Équité, diversité et inclusion (EDI), dont la mission est de « proposer et d'orienter les actions à prendre en matière d'EDI au sein de notre institution ». Pour Dominique Salgado, il est important que ce comité considère l'avis des personnes à mobilité réduite.

« Les principaux concernés connaissent les problématiques, donc on devrait les écouter. Ce sont les premières personnes concernées qui doivent être impliquées dans les décisions qui touchent leur quotidien », soutient-il. ♻️

## Entre les murs

CHRONIQUE

# Je vois rouge!

AURÉLIE LACHAPELLE

L'UQAM n'offre pas systématiquement de produits d'hygiène menstruelle gratuits dans ses toilettes. Elle devrait pourtant le faire.

Je ne suis pas la seule à le penser! En février 2024, les sept associations facultaires étudiantes, les quatre syndicats et le Comité de soutien aux parents étudiant(e)s de l'UQAM cosignaient une lettre s'adressant au recteur de l'UQAM, Stéphane Pallage.

Dans celle-ci, les groupes uqamiens plaident pour un programme d'accès gratuit aux produits menstruels pour les étudiant(e)s, les employé(e)s et les professeur(e)s. Le débat ne date pas d'hier non plus.

Dans un article du *Montréal Campus* publié en février 2022, certaines associations étudiantes demandaient déjà à l'administration de l'UQAM de mettre en place un service de distribution de produits menstruels.

La plupart des locaux associatifs en offrent. Mais, comme l'expliquent les associations étudiantes dans l'article, l'initiative devrait plutôt venir de l'UQAM. Ce ne sont pas elles qui devraient avoir à pallier ce manque.

Plusieurs groupes uqamiens offrent même des options de remboursement. Le Syndicat des étudiant(e)s employé(e)s de l'UQAM offrait jusqu'à 50 \$ pour rembourser l'achat de produits menstruels réutilisables ou de couches lavables. L'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation offre quant à elle un service de remboursement similaire.

Offrir des produits menstruels gratuits, ce n'est pas impossible! Plusieurs universités, comme Polytechnique Montréal, l'École de technologie supérieure de Montréal et l'Université Laval, proposent des services de distribution gratuite de produits menstruels.

Rendons quand même à César ce qui est à César... L'UQAM finance des projets qui facilitent l'accès aux produits menstruels.

Entre 2021 et 2024, l'UQAM a octroyé 17 000 \$ à des projets relatifs à la promotion et à l'accessibilité des produits d'hygiène menstruelle, explique

Jenny Desrochers, directrice des relations de presse de l'UQAM.

Cet argent permet notamment la tenue des services de remboursement de certains groupes uqamiens.

L'Institut Santé et société, affilié à la Faculté des sciences humaines, a reçu une bourse de 10 000 \$ du Fonds Vert de l'UQAM pour sensibiliser la communauté uqamienne aux risques d'utilisation des produits jetables. La bourse a permis d'offrir des trousseaux d'hygiène menstruelle réutilisables à des étudiant(e)s de l'UQAM.

Le Service des bibliothèques mène un projet pilote pour rendre accessibles des produits d'hygiène menstruelle à ses comptoirs, m'a appris Jenny Desrochers.

Quelle belle nouvelle!

Vous avez aussi sans doute vu, les 17, 18 et 24 mars, les kiosques de distribution de coupes menstruelles et de serviettes lavables, gracieusement des Services à la réussite et à la vie étudiante et du Service du développement organisationnel. Ce sont de beaux projets, certes.

Selon une étude menée en 2023 par le Réseau québécois d'action pour la santé des femmes, une personne menstruée sur deux affirme avoir vécu au moins une fois une situation de précarité menstruelle.

La précarité menstruelle est l'incapacité financière d'acheter des produits menstruels.

En conséquence? Ces personnes s'absentent de l'école ou du travail ou se tournent vers des solutions dangereuses, comme l'utilisation de produits souillés ou sur une trop longue période.

Considérant la crise du coût de la vie et la précarité financière que vivent déjà les étudiant(e)s, il est, d'ores et déjà, plus que jamais pertinent d'offrir des produits d'hygiène menstruelle gratuitement aux étudiant(e)s.

Si l'UQAM est aussi avant-gardiste et écologique qu'elle ne le prétend, je l'invite sérieusement à emboîter le pas.

Elle devrait offrir un service de distribution de produits menstruels jetables dans chacune de ses toilettes et un service de remboursement pour l'achat de produits menstruels réutilisables accessibles à toute la population uqamienne, étudiante ou pas. ❖

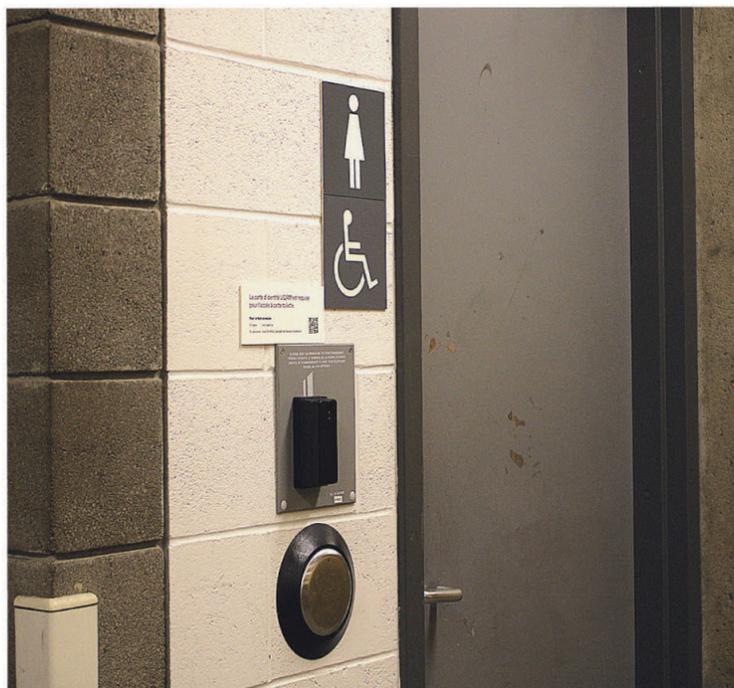


PHOTO : ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT, MONTRÉAL CAMPUS

Selon l'Université, une toilette sur cinq du campus est accessible.

## ADOPTION



SOCIÉTÉ

# Le dilemme du retour aux sources

JUSTINE BOUCHARD-GIRARD

« J'ai toujours voulu retrouver ma mère biologique. À trois ans, je disais à mon éducatrice de garderie que j'avais deux mamans », raconte Laurianne Blouin, ancienne étudiante en travail social à l'UQAM et originaire des Philippines. Comme plusieurs, Laurianne a décidé de faire une procédure pour retrouver sa famille biologique.

En 2019, Laurianne a fait des démarches auprès du Secrétariat aux services internationaux à l'enfant (SASIE). Le 27 mai 2021, sa mère biologique l'a contactée sur Facebook. Cette date, Laurianne l'a tatouée sur le bras. Il s'agit d'un moment décisif dans sa vie. En 2023, elle a voyagé aux Philippines pour la rencontrer. Laurianne a été adoptée dans ce pays d'Asie à l'âge de 13 mois par un couple québécois.

Les personnes adoptées à l'international ont souvent l'impression d'avoir une double identité. Ils et elles sont porté(e)s à vouloir combler un manque en allant chercher des réponses, explique Anne-Marie Piché, professeure à l'École de travail social de l'UQAM.

« Les questionnements par rapport à leur identité sont là depuis l'enfance. Vers le primaire, les enfants prennent plus conscience de leurs différences », souligne M<sup>me</sup> Piché. « Depuis 2018, il y a

plus de 90 000 personnes [québécoises] adoptées au Québec et à l'international qui ont fait des demandes d'informations et de retrouvailles », ajoute-t-elle.

## Un processus « bienveillant »

« Maintenant, les gens ont tendance à se tourner vers les réseaux sociaux pour accélérer le processus », souligne Lisseth Lauzon, présidente de l'organisme L'Hybridé, qui permet aux personnes adoptées de tisser des liens entre elles.

Elle est néanmoins d'avis qu'il est préférable de faire une démarche avec le SASIE pour un processus « bienveillant », qui respecte le rythme des deux parties. Ainsi, personne ne risque de se sentir brusqué(e), précise M<sup>me</sup> Lauzon. « C'est faux de penser que le service institutionnel pour faire la recherche de ses origines est coûteux », assure-t-elle. Le SASIE donne accès à des informations gratuitement tout en faisant le pont entre le pays d'accueil et le pays d'origine, spécifie la présidente de L'Hybridé.

Le SASIE met en relation l'adopté(e) avec un(e) intervenant(e) pour évaluer ses besoins. « La personne adoptée va avoir des rencontres pour préparer ses attentes, ses questionnements et ses réflexions », explique Lisseth Lauzon. Dans le cas d'une demande de retrouvailles, l'intervenant(e) prépare l'individu

au meilleur, mais aussi au pire, par exemple, en cas de refus de contact de la part des parents biologiques.

« Ma mère biologique a idéalisé la rencontre avec moi », raconte Laurianne Blouin. « Elle avait une banderole de bienvenue et elle m'avait fait une chambre chez elle pour que je vienne m'installer pour longtemps », ajoute l'ancienne étudiante à l'UQAM.

« Je ne m'identifie pas aux gens que j'ai rencontrés aux Philippines. »

Laurianne Blouin, étudiante adoptée

« C'est important, avant de faire une démarche de retour aux origines, de bien s'entourer et surtout d'être outillé », soutient Lisseth Lauzon. Selon elle, plusieurs personnes idéalisent les retrouvailles et se font un scénario dans leur tête.

Laurianne n'allait pas aux Philippines dans le but d'établir une relation avec sa famille biologique, mais plutôt parce qu'elle était curieuse et qu'elle voulait avoir un contact avec ses origines. « Outre le fait que je leur ressemble physiquement, je ne m'identifie aucunement aux gens que j'ai rencontrés aux

Philippines », lâche Laurianne.

Le retour aux origines peut être interprété de manière différente chez les adopté(e)s. Pour certain(e)s, cela renvoie à une quête culturelle, par exemple, pour en apprendre plus sur la cuisine, la musique et les coutumes de leur pays d'origine, explique Lisseth Lauzon. Pour d'autres, il s'agit de retrouver leurs parents biologiques.

« Il ne faut pas oublier que, pour les adoptés à l'international, la barrière de la langue est très importante lors du premier contact », mentionne M<sup>me</sup> Lauzon.

## Un deuxième abandon ?

« Pour l'instant, retrouver ma mère biologique n'est pas une priorité », raconte Rosalie Brosseau, étudiante en sciences médico-légales à l'Université de Carleton, à Ottawa. Rosalie a été adoptée en Russie à l'âge d'un an par une mère québécoise monoparentale.

« En 2016, ma sœur et moi, puisqu'on a les deux été adoptées en Russie, on devait retourner au pays avec notre mère adoptive », mentionne l'étudiante. Étant donné le climat politique instable du pays, le voyage a été reporté. Il n'a finalement jamais eu lieu, car sa mère adoptive est décédée d'un cancer en 2017. Rosalie croit que les démarches vont être compliquées, car elle n'est pas prête à mettre tout

son temps et son énergie dans celles-ci. « Je dois faire le deuil de ma mère avant d'envisager de retrouver une étrangère et je ne suis pas prête à recevoir un refus », mentionne l'étudiante avec un trémolo dans la voix.

« Certains ont l'impression d'avoir été rejetés et ils ne veulent pas l'être une deuxième fois », ajoute la présidente de L'Hybridé.

Lisseth Lauzon explique que certain(e)s se sentent redevables vis-à-vis leurs parents adoptifs et qu'ils ou elles n'osent pas entamer des démarches par peur de les décevoir. La professeure Anne-Marie Piché estime que, si les parents biologiques de l'enfant ne veulent pas le ou la revoir, cela peut être vécu comme un « deuxième abandon ».

Elle indique que plusieurs se sentent tiraillé(e)s entre leur besoin de savoir et leur attachement à leur famille adoptive. « Je suis le résultat de l'amour de mes parents adoptifs et du sacrifice de ma mère biologique », témoigne Laurianne avec émotion. Elle a un sentiment d'appartenance envers le Québec et se reconnaît à travers ses parents adoptifs. « Je suis comblée, j'ai eu ma figure maternelle dans ma vie, je ne ressens pas le besoin d'en rechercher une autre », souligne, quant à elle, Rosalie.

« L'amour qu'on ressent envers une personne n'est pas nécessairement relié au sang », dit-elle, la voix tremblante. ☺



ILLUSTRATION : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

Le retour aux origines peut être interprété de manière différente chez les adopté(e)s. Pour certain(e)s, cela renvoie à une quête culturelle, par exemple, pour en apprendre plus sur la cuisine.

## SANTÉ



SOCIÉTÉ

# Retour sous le bistouri

## Dire au revoir à sa chirurgie esthétique

EVE BERNIER

« [C'était] la meilleure décision de ma vie », affirme l'animatrice radio Claudia Marques au sujet de son explantation mammaire. Comme elle, de plus en plus de personnes décident d'inverser leurs interventions esthétiques et les motivations semblent différer pour chacun(e).

« Ce qui m'a motivée à revenir en arrière, c'est de voir que la tendance actuelle est vraiment plus le naturel », partage Kelly-Ann Poirier, infirmière injectrice en médico-esthétique, concernant la dissolution des injections de ses lèvres. La femme de 25 ans dit recevoir davantage de client(e)s souhaitant faire dissoudre les agents de comblement dans leur visage, notamment l'acide hyaluronique qu'ils et elles se sont fait injecter lorsque la mode était aux lèvres pulpeuses.

Bien que dissoudre l'acide hyaluronique soit simple, rapide et comporte peu de risques, ce ne sont pas toutes les modifications qui se renversent avec une telle facilité, explique M<sup>me</sup> Poirier.

« Les inversions représentent environ 10 % de ma pratique », estime le chirurgien plasticien Mario F. Bernier. Il signale que les chirurgies d'explantation des prothèses mammaires sont encore plus coûteuses que la pose d'implants, et tout aussi dangereuses.

Pourtant, des milliers de femmes se font retirer leurs implants malgré leur appréciation du résultat, car elles tombent malades à cause de ceux-ci, démontrent les nombreux témoignages.

### Les scientifiques divisé(e)s

À l'âge de 21 ans, Claudia Marques s'est fait poser des implants mammaires en raison de ses seins tubéreux.

« Depuis les sept dernières années, j'avais beaucoup de problèmes physiques, mais je ne savais pas pourquoi. J'avais l'impression d'être une femme de 90 ans dans un corps de femme d'une quarantaine d'années », raconte l'animatrice de radio.

Le dénouement des rendez-vous médicaux était pourtant toujours le même : sur papier, M<sup>me</sup> Marques avait une santé normale. « J'avais des poches en dessous des yeux, je perdais mes cheveux et j'avais excessivement mal aux articulations,

surtout aux coudes », témoigne-t-elle. Grâce à un appel à l'aide sur son compte Facebook, elle s'est faite recommandée de retirer ses implants mammaires par une collègue qui a vécu la même chose un an plus tôt. Quelques semaines après l'explantation, M<sup>me</sup> Marques n'avait plus de symptômes : « Ça a été la meilleure décision que j'ai prise de ma vie. »

Des milliers de femmes présentent des témoignages similaires à celui de Claudia Marques. La maladie des implants mammaires (MIM) est le terme utilisé pour décrire les divers symptômes (douleurs articulaires, perte de cheveux, fatigue chronique, enflures, maux de tête, difficultés à se concentrer, prise de poids) des personnes ayant des implants mammaires, bien qu'il désigne une maladie non reconnue médicalement.

« Ça a été la meilleure décision que j'ai prise de ma vie. »

Claudia Marques  
animatrice radio

« Les études prouvent que les symptômes ne sont pas spécifiques aux implants, mais, quand on les enlève, les symptômes peuvent réduire pour différentes raisons, comme une baisse du niveau d'anxiété », explique le D<sup>r</sup> Bernier,

chirurgien plasticien et esthétique depuis plus de 25 ans. Pourtant, la communauté scientifique semble divisée face à la MIM. Le D<sup>r</sup> Stephen Nicolaidis, chirurgien plasticien à Montréal, a cessé de poser des implants mammaires en mai 2021 en raison des risques imprévisibles de cette pratique qu'il qualifie de « dangereuse » pour ses patientes.

### Chambres d'écho en ligne

Entre Kelly-Ann Poirier et Claudia Marques, il y a un dénominateur commun : les réseaux sociaux. Autant ces outils de communication contribuent à alimenter des standards de beauté irréalistes et des modes qui changent sans cesse, autant ils peuvent en aider certain(e)s à trouver des réponses, indique le D<sup>r</sup> Bernier. Les plateformes de communication comme Instagram, TikTok et Facebook sont grandement hétéroclites en ce qui a trait au contenu et l'algorithme propose du contenu selon les intérêts de chacun(e).

Selon la International Society of Aesthetic Plastic Surgery (ISAPS), l'augmentation de l'utilisation des réseaux sociaux a contribué à une hausse des demandes d'inversion des interventions esthétiques, mais également à une montée des demandes pour ces chirurgies.

L'ISAPS montre que 15 millions d'interventions de chirurgie esthétique et près de 19 millions d'interventions non chirurgicales ont été pratiquées dans le monde, respectivement en hausse de 41 % et de 58 % depuis 2018. Elle estime que les réseaux sociaux ont joué un rôle important dans l'augmentation de ces chiffres. 📱



PHOTO : ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT, MONTRÉAL CAMPUS

La maladie des implants mammaires n'est pas reconnue médicalement.

# À coeur ouvert

## Gênée d'être végé

CHRONIQUE

CAMILLE DESJARDINS

Je suis gênée d'être végétarienne. Voilà, c'est dit. Il y a huit ans, au mois d'avril, je retirais complètement la viande de mon alimentation.

Et je n'arrive toujours pas à en parler sans ressentir un certain malaise.

On est en 2017, et la Camille de 16 ans est en quatrième année du secondaire lorsqu'elle saute à pieds joints dans un nouveau mode de vie : plus aucune viande, du jour au lendemain.

Je pourrais vous raconter longuement les raisons qui m'ont poussée à opérer ce changement, mais je ne suis toujours pas à l'aise de m'y aventurer.

Cela fait huit ans que je suis végétarienne et j'ai toujours senti un malaise à discuter de mes convictions vis-à-vis de l'éthique animale et de la protection de l'environnement. Pourtant, ce sont exactement les raisons pour lesquelles j'ai choisi d'éliminer la viande de mon assiette.

C'est fou, je me souviens encore de cette fille de mon école secondaire que je mettais sur un piédestal dans ma tête.

Pourquoi? Parce qu'elle, elle parlait de son végétarisme aux autres sans aucune gêne. Elle m'impressionnait.

Encore à ce jour, je repense à cette camarade de classe qui partageait les mêmes valeurs que moi, mais qui en discutait ouvertement, peu importe l'avis des autres.

Ça m'avait marqué parce que j'étais à mes débuts en tant que végétarienne et j'étais encore très jeune, mais je n'aurais jamais osé déverser ma pensée sur les autres et leur faire valoir mes points comme elle le faisait.

Il s'avère que je ne suis toujours pas capable de le faire à 23 ans.

La vérité derrière tout cela, c'est que j'ai peur qu'on me trouve trop intense, trop revendicatrice, trop militante, trop tout.

J'ai toujours l'impression que les autres vont se dire : « Voyons, pourquoi essaie-t-elle de nous convertir au végétarisme? »

Loin de moi l'idée de persuader mes proches que mes habitudes de vie sont meilleures que les leurs. Au contraire, je n'ai aucun problème à ce que mon entourage consomme de la viande. Mais

je ne peux pas m'empêcher de ressentir une certaine honte. Et cette honte m'accompagne sans relâche.

Alexia Renard, doctorante en science politique à l'Université de Montréal, s'est notamment penchée sur les jeunes antispécistes et véganes au Québec dans le cadre de ses recherches. Elle m'explique que ma gêne ne sort pas de nulle part.

À son avis, mes valeurs et mes propos peuvent « confronter la dissonance cognitive des gens et [les faire réagir] de manière un peu défensive, même quand on n'a pas l'intention de changer leur manière de s'alimenter ».

« Ça reflète leur propre gêne à eux », ajoute M<sup>me</sup> Renard.

Quelle bonne nouvelle de savoir que, dans les faits, je ne suis pas la seule à être gênée lorsque je parle de mes habitudes alimentaires! Il reste tout de même l'aspect militant du mouvement végane et antispéciste qui me rend mal à l'aise.

Je m'explique : je suis végétarienne et c'est une fierté pour moi, ne vous détrompez pas, mais une partie de moi ressent un malaise face aux actions directes faites contre la consommation de produits animaux.

Très tôt, j'ai compris que les véganes étaient représenté(e)s de manière assez négative dans l'opinion publique.

Vous comprendrez donc pourquoi j'ai toujours senti un certain mal-être quant aux groupes de militant(e)s, ne voulant vraiment pas y être associée.

« J'ai l'impression que cette réaction-là, de ne pas vouloir être associée à ces gens-là, vient encore du fait que les activistes et les militants sont perçus comme des agitateurs », avance Alexia Renard.

Elle ajoute d'ailleurs que « les omnivores ont [souvent] une mauvaise ou une fausse vision des mouvements véganes et pour les droits des animaux qui sont déjà uniformes, monolithiques, comme si tout le monde pensait la même chose, ce qui n'est pas vrai ». Vous ne me verrez malheureusement jamais dans un rassemblement militant antispéciste, mais soyez assuré(e)s que je serai végétarienne toute ma vie...

En espérant être capable d'en parler un jour sans aucune gêne. ❖



SOCIÉTÉ

# Étudier derrière les barreaux

LÉA LEMIEUX

L'Éducation est un droit fondamental au Canada, même en prison. La majorité des détenu(e)s au pays n'ont pas de diplôme d'études secondaires (DES). Est-il possible de poursuivre des études en détention? Il semble que oui, mais pas sans embûches.

Pour Marie-Soleil Vallières-Campeau, ancienne détenue, la voie des études en prison n'était pas la bonne. La jeune femme de 24 ans a éclopé de 30 mois de prison pour séquestration, voies de fait avec lésion et proxénétisme en 2021. Elle avait 18 ans à son entrée en prison. Durant sa sentence, elle a tenté de compléter des crédits manquants en troisième, quatrième et cinquième secondaire afin d'obtenir son DES. En vain.

« Je ne suis pas quelqu'un qui aime aller à l'école. J'ai été prise sur le même module durant des mois, puis j'ai lâché parce que ça n'aboutissait pas », raconte M<sup>me</sup> Vallières-Campeau, qui a séjourné à l'établissement Leclerc de Laval. Au bout de cinq mois d'études, elle a préféré aller travailler à la buanderie de la prison.

« Ce n'est pas facile parce que tu es toute seule. Tu as ton module, ton cahier devant toi, tu réponds, tu essaies de comprendre », déplore l'ex-détenue, qui a aussi un trouble du déficit de l'attention. « Le professeur en avant, c'est un professeur de milieu carcéral, donc c'est : "Pose-moi le moins de questions possible, puis ça va être mieux comme ça." »

« Il y a [certain(e)s détenu(e)s] qui se rendent quand même loin, mais ça prend de la détermination. C'est quelque chose que je n'avais pas », souligne-t-elle.

## Motivations différentes

« La plupart des personnes incarcérées veulent aller à l'école pour sortir de leur aile, se désennuyer, sortir de cet environnement-là qui est très anxigène et difficile », explique Frédérick Armstrong, cotitulaire de la Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison.

Selon Marie-Soleil Vallières-Campeau, la rémunération offerte par les services correctionnels pousse certain(e)s à aller à l'école. « C'est plate à dire, mais on va à [l'école en prison] pour l'argent que ça nous rapporte. [Le service correctionnel] nous paye pour aller là. On n'a pas vraiment de motivation. Les gens qui n'ont pas de motivation, ils y vont pour la paie. »

Les détenu(e)s reçoivent ce salaire lorsqu'ils et elles vont à l'école ou au travail. Par exemple, au provincial, le salaire offert aux détenu(e)s provinciaux ayant un emploi est de 5,51 \$ de l'heure. S'ils et elles choisissent d'aller à l'école, ils et elles ont une allocation de 5 à 7 \$ par jour. Au fédéral, cette rétribution va jusqu'à un maximum de 34,50 \$ par semaine pour leur participation aux programmes d'éducation ou d'emploi, affirme le Service correctionnel Canada (SCC). Au Canada, l'éducation en milieu carcéral est perçue comme



ILLUSTRATION : ELLIOT LAMBERT, MONTRÉAL CAMPUS

**Au Québec, plus de 50 % des personnes nouvellement judiciairisées en 2019 étaient âgées de 18 à 34 ans.**

une voie vers la réinsertion sociale. Les services correctionnels canadiens et québécois privilégient l'éducation présecondaire et secondaire, ainsi que les formations favorisant l'intégration au marché du travail.

## Une éducation à deux volets

Seules les prisons fédérales de Joliette et de Cowansville offrent une éducation collégiale entre leurs murs. Selon le SCC, les détenu(e)s peuvent aussi suivre des cours collégiaux par correspondance. Il est difficile d'offrir une éducation postsecondaire au provincial, le séjour moyen d'un(e) détenu(e) étant de 66 jours dans ces établissements, selon Frédérick Armstrong.

« Près de 80 % des détenus [des prisons provinciales] n'ont pas fini leur secondaire 5 », explique Marc-André Lacelle, conseiller au développement et à la recherche à la Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison. Environ 60 % d'entre eux et elles ont abandonné les études avant le secondaire 4 et seulement 10 % ont entamé le cégep, poursuit-il. Au fédéral, 54 % des détenu(e)s « n'ont pas fréquenté le secondaire 4 », écrivait l'enquêteur correctionnel Ivan Zinger dans son rapport annuel de 2019-2020. « Il y a beaucoup d'emplois qui sont offerts [en prison], notamment à la buanderie, à la cuisine et à

l'entretien ménager. Les heures peuvent être reconnues comme faisant partie d'une formation en métier semi-spécialisé », relate Frédérick Armstrong.

Ailleurs au Canada, les détenu(e)s peuvent obtenir des crédits universitaires en participant à des ateliers avec des étudiant(e)s universitaires ou collégiaux, grâce à l'initiative Walls to Bridges. M<sup>me</sup> Armstrong et Lacelle ne savent pas pourquoi il n'y a pas d'équivalent au Québec.

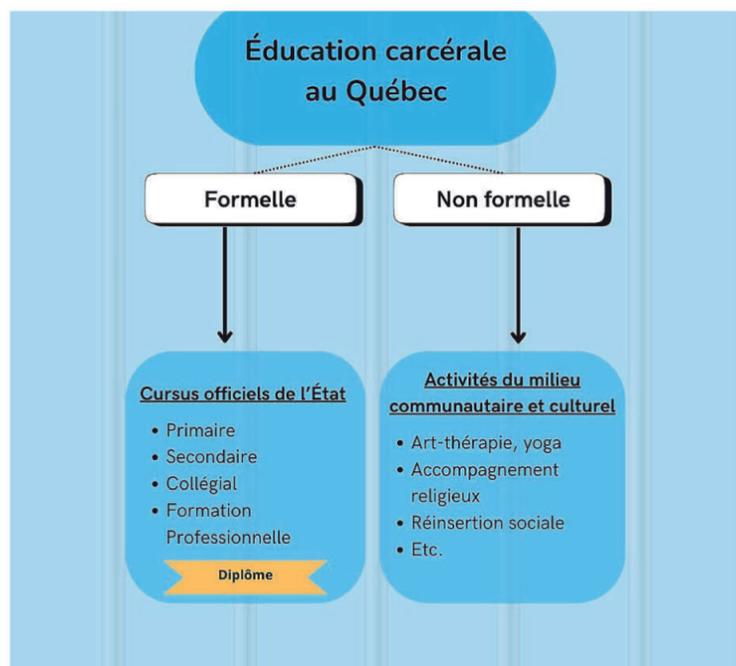
établissements carcéraux, invoquant les coûts engendrés.

Selon M<sup>me</sup> Armstrong et Lacelle, étudier en milieu carcéral n'est pas simple. Les transferts entre établissements, la cote de sécurité des détenu(e)s, les troubles d'apprentissage ou les altercations entre détenu(e)s peuvent affecter le déroulement des études. L'accès au matériel scolaire, comme les crayons, les livres et les technologies, est aussi complexe pour des raisons de sécurité.

Par exemple, dans certains établissements, il est impossible d'avoir un crayon dans sa cellule, car « le graphite peut être utilisé pour allumer des cigarettes ou des choses qui se fument », rapporte M<sup>me</sup> Armstrong. « Apparemment, le graphite fait des flammèches quand on le met dans une prise de courant. »

Une étude menée par Frédérick Armstrong et Lyne Bisson de la Chaire UNESCO révélait en 2024 que les programmes d'éducation dans les établissements provinciaux étaient « insuffisants », considérant les besoins élevés.

Au fédéral, dans son rapport annuel de 2019-2020, l'enquêteur correctionnel Ivan Zinger conclut que « les détenus [fédéraux] n'acquiescent pas les aptitudes nécessaires dans l'économie d'aujourd'hui », un DES n'étant pas suffisant pour dénicher un emploi « stable et intéressant ».



INFOGRAPHIE : AXEL DANSEREAU MACIAS, MONTRÉAL CAMPUS

L'éducation en détention au Québec se divise en deux voies principales.

« C'est plate à dire, mais on va à l'école en prison pour l'argent que ça nous rapporte. »

Marie-Soleil Vallières-Campeau, ex-détenue

Sur ce point, le SCC s'est dit « ouvert à collaborer avec ses partenaires pour rendre l'éducation postsecondaire davantage accessible, et ce, dans l'ensemble de ses régions ». En 1993, le SCC a aboli tous les programmes universitaires présents dans les



SOCIÉTÉ

# Dans la cour des

# GRANDEURS NATURES

CHANYA SEDION

Brochantes et tentes-roulottes ne sont plus les seules invitées aux sous-sols d'église et terrains de camping. Faites place aux chevaliers et chevalières, mages et autres créatures incarnées lors des jeux de rôles grandeur nature.

« Les grandeurs nature (GN), c'est du théâtre interactif », lance Luna Bedel, cofondateur de Laniakea, un GN d'enquête politique médiéval. « Au lieu d'être assis ou assise sur une chaise, tu joues un personnage et tu fais partie de l'histoire. »

Le grandeur nature est un jeu de rôle taille réelle. Comparable aux jeux de table comme Donjons et Dragons, le GN consiste à incarner un personnage de son choix, mais de façon plus immersive, et ce, dans de nombreux styles différents, à l'image de l'improvisation.

Samedi 8 mars : les personnages sont accueillis au sous-sol de l'église Saint-Gilles à Laval. Les bannières des différents clans au pouvoir pendent des murs et des tuyaux au plafond. Plusieurs humain(e)s et créatures aux caractéristiques animales écoutent le maître de jeu. Un rappel obligatoire des règles de sécurité est suivi de la mise en contexte de la soirée. L'hiver, les GN prennent la forme de banquets en salle, contrairement à l'été, où ils se déroulent généralement en forêt.

Retrouver une pierre volée pour rétablir une anomalie magique est la quête principale. Les invité(e)s peuvent également compléter des quêtes secondaires, comme aider un villageois dont la ferme a été attaquée.

La création d'un GN repose sur les éléments dans le jeu et en dehors de celui-ci, explique Luna. Certain(e)s membres d'une équipe organisatrice se concentrent sur l'écriture du monde fictif ou l'arbitrage des combats, alors que d'autres se chargent de remplir les dossiers des participant(e)s ou de réserver les lieux. S'orienter dans ce monde peut être compliqué, reconnaît Christophe Chapleau, animateur du balado *La Folie des Grandeurs*. Son but : démocratiser l'information sur ce loisir. « [Le GN], c'est souvent du bouche-à-oreille. J'ai jamais l'idée d'apporter un pan plus informatif. »

« Il y a tellement de GN qui se développent, ça peut être dur de savoir dans lequel aller », ajoute Christophe. Dans son balado, il passe en entrevue des créateurs et créatrices, en plus de propriétaires de magasins consacrés au GN, pour aider à la diffusion de



PHOTO : CHANYA SEDION.

Les billets comprennent les coûts d'organisation et l'animation en continu.



PHOTO : CHANYA SEDION.

Le grandeur nature est un jeu de rôle comparable à Donjons et Dragons.

renseignements. Selon lui, les nombreuses boutiques d'équipement au Québec facilitent l'accès aux GN. « Si quelqu'un n'est pas à l'aise de fabriquer son costume, il peut avoir quelque chose de très bien s'il est prêt à y mettre un petit budget. » Ce dernier point est l'une des grandes contraintes du GN : les coûts. Camélia Giguère, étudiante en arts visuels à l'UQAM, mentionne qu'une fin de semaine de GN peut lui coûter entre 60 et 70 dollars, en plus de sa nourriture.

Le prix des billets est justifié par les coûts d'organisation dispendieux, en plus de l'animation en continu pendant plusieurs jours. À Laniakea, les sessions d'été seront sur un terrain de camping avec bloc sanitaire et électricité pour faciliter l'accessibilité.

« Mais cela fait monter les prix », rapporte Luna Bedel. Les réalités des minorités, telles que la communauté LGBTQ+ et les personnes neurodivergentes, sont également à prendre en compte dans l'accès aux événements. Selon Luna Bedel et Jonathan Thériault, les fondateurs de Laniakea, certains groupes seraient ignorés dans le monde du GN, poussant les deux

ami(e)s à créer leur propre « safe space ». Luna précise que ce n'est pas par manque de tolérance de la communauté, mais que, comme il s'agit d'un petit milieu, « les gens en charge n'ont pas l'habitude d'inclure ces réalités-là ». Dire qu'il est intimidant de commencer cette aventure est un euphémisme. Pourtant, Christophe Chapleau se veut rassurant. « Le monde aime avoir des nouveaux [...] Il y a une belle camaraderie dans la plupart des événements. » Son conseil est de s'abandonner à l'expérience. « Ça peut être facile de cringer au début [mais] tu vas avoir du fun si tu arrives à faire tomber cette barrière-là. »

« Choisir son GN, c'est comme choisir son tatoueur », avance Luna Bedel en riant. Il insiste sur le fait que chaque GN a son style et qu'il suffit de trouver celui qui nous correspond le mieux. Pour Camélia Giguère, initiée au GN par son frère, tous ces efforts en valent la peine. « Quand je vais passer une fin de semaine dans la nature, c'est comme si tous mes problèmes, je les oublie. C'est un [échappatoire] à la réalité quotidienne. »

## À cœur ouvert

CHRONIQUE

## À vous, boomers, X et Y

JUSTINE BERTRAND

Je suis de cette génération paresseuse qui veut le beurre et l'argent du beurre. Du moins, c'est ce que nous disent nos aîné(e)s.

Je porte sûrement des lunettes roses, parce que dans le monde dans lequel je vis, ce n'est pas ce que je vois.

Nos conditions de travail et de vie sont meilleures que celles qu'ont connues nos aîné(e)s, je vous l'accorde.

Nous ne travaillons pas 80 heures par semaine à l'usine, nous ne marchons pas 56 km pour aller à l'école et nos cadeaux de Noël ne se résument pas à un sac d'oranges.

Est-ce que cela fait de nous une génération ingrate et sans ambition? Vous dites que oui, qu'il y a des exceptions et que des jeunes ont le cœur à l'ouvrage.

Ça ne doit être qu'une coïncidence que les dizaines de jeunes que je côtoie au quotidien fassent partie de cette exception.

Quand je regarde mon cercle, je vois des infirmières qui remplissent leurs semaines d'heures supplémentaires, une électricienne qui trace sa place dans un milieu d'hommes, une éducatrice en centre de la petite enfance qui doit jongler avec les surcharges de ratio et un salaire insultant, et j'en passe.

Quand vous dénigrez les jeunes, c'est à elles que je pense. Des travailleuses acharnées, celles que vous qualifiez d'« exception », qui sont témoins du chemin qu'il reste à faire pour améliorer les conditions de travail dans certains de ces domaines. Alors, dites-moi, la grande majorité dont vous parlez, où se cache-t-elle? Je la cherche, mais ne la trouve pas.

Si vous n'avez pas tort, j'imagine que nous ne vivons tout simplement pas dans le même monde. Et les paresseux et paresseuses de votre âge, ce sont eux et elles, les exceptions de votre génération?

Est-ce donc comme ça que ça fonctionne? N'essayez pas de me berner!

N'était-ce pas de la génération X dont parlait *Le Nouvelliste* dans cette archive de janvier 1982 : « Les dépenses ont quadruplé ou triplé, le personnel n'est pas facile à trouver. Les jeunes ne veulent plus travailler »?

Et ces jeunes décrit(e)s dans cet article de *La Presse* publié en 1963, n'est-ce pas vous, baby-boomers : « Les jeunes ne veulent plus travailler. Ils veulent être publiés rapidement, être connus encore plus rapidement? » C'est le jour de la marmotte.

Mon but n'est pas de vous blâmer ou de vous pointer du doigt.

À travers mes lunettes roses, j'aimerais qu'on accepte collectivement que les temps changent et que le maintien du *statu quo* n'ait jamais amélioré grand-chose. Parce que oui, il en reste, du chemin à faire.

Ceci étant dit, nous, les gen Z, sommes vites sur la gâchette lorsqu'il est temps de critiquer les anciennes mœurs.

On parle souvent de vous comme si nous n'avions rien à retenir de bon de votre époque. On a le « OK, boomer » facile.

On va se lancer la balle comme ça encore longtemps? Est-ce que s'entredénigrer est notre seul moyen de se sentir valorisé(e)s?

Janette Bertrand a récemment fêté ses 100 ans et je crois qu'on a beaucoup à apprendre sur sa manière d'aborder le changement. Depuis ses premières apparitions dans la sphère publique, son but a toujours été de comprendre l'autre, en prônant le dialogue pour qu'on avance, tous et toutes ensemble.

Témoin des diverses luttes et avancées sociales qui ont forgé le Québec depuis le dernier siècle, cette femme ne ressent jamais le besoin de vanter son époque à sa descendance. Enfant de la génération silencieuse, elle a connu des périodes où les conditions de vie étaient beaucoup plus à plaindre que celles que l'on connaît de nos jours.

Pourtant, ça ne l'empêche pas d'encourager les jeunes, surtout les jeunes femmes, de revendiquer et ne pas se contenter du *statu quo*. Je ne l'ai jamais vu regarder les nouvelles générations de haut. Je crois d'ailleurs que c'est ce qui fait d'elle une figure influente, encore aujourd'hui.

Je vous propose donc, chers et chères aîné(e)s, qu'on cesse de rejeter les responsabilités de nos échecs les un(e)s sur les autres.

Ce combat entre générations, j'en ai marre.

Avec amour, Justine ✦

DEPUIS 1967

# CAFÉ CAMPUS

BOÎTE DE NUIT • SALLE DE SPECTACLE • COOP DE TRAVAIL

*Les*  
**Mardis  
Rétro**

LES CHANSONS CULTE DES ANNÉES 50 À L'AN 2000

**LES  
JEUDIS  
2000**

LE MEILLEUR DES THROWBACK HITS

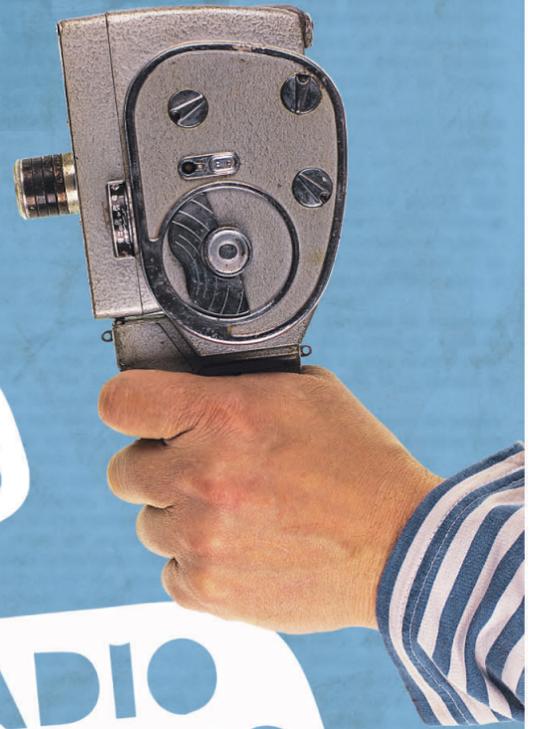
**LES  
WEEKENDS  
X-LARGES**

LA MUSIQUE D'AUJOURD'HUI.  
POP - DANCE - CLUB - REMIXES

57 PRINCE-ARTHUR EST.MTL • SHERBROOKE • SAINT-LAURENT



**VIDÉO  
CAMPUS**



**RADIO  
CAMPUS**



**CHNOOQ!**

**TA RADIO  
WEB,  
PARTOUT,  
QUAND  
TU VEUX**

**BALADOS**

**MUSIQUE**

**REPORTAGES**



SOCIÉTÉ

FORCES ARMÉES CANADIENNES

# Les visages de l'enrôlement en 2025

LÉA LEMIEUX

En un jeudi frisquet de février, Hailey Kjaer, 26 ans, participe à la parade militaire marquant la fin de son premier cours dans l'armée. Comme celle de ses 40 confrères et consœurs, sa carrière militaire prend doucement son envol à l'École de leadership et de recrues des Forces canadiennes de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Dès la fin de la parade du peloton anglophone, les airs graves des jeunes militaires ont laissé place aux sourires fiers et aux yeux pétillants.

« J'aime le Canada et servir mon pays est vraiment ce que je veux faire », affirme Hailey Kjaer, élève-officière et future pilote. Elle suit les traces de son père et de son grand-père, qui ont tous les deux été pilotes dans les Forces armées canadiennes (FAC).

« Dans ma vie civile, j'ai juste senti que j'avais trop de potentiel pour ce que je faisais. Les valeurs des FAC s'alignent vraiment avec mes valeurs personnelles », explique-t-elle. « Je ne peux pas m'imaginer retourner à la vie civile », avance Hailey.

Pour son coéquipier Selvakumar Arumugam, le désir de servir le pays est présent aussi. « Il y a trois ans, j'ai obtenu ma citoyenneté canadienne, et le lendemain, je déposais ma candidature dans les

Forces armées canadiennes », indique l'élève-officier en génie des systèmes de combat maritime.

« Je suis au Canada depuis presque 12 ans. J'ai commencé ma vie au pays, mes enfants sont nés ici, souligne Selvakumar. Je voulais donner à ma communauté et aux gens en retour, puis je crois que la meilleure façon de le faire est de servir le pays en étant dans l'armée. »

« Je ne peux pas m'imaginer retourner à la vie civile. »

**Hailey Kjaer, élève-officière et future pilote**

L'héritage militaire de sa famille le motive aussi, ses grands-pères ayant servi dans l'armée indienne durant la Deuxième Guerre mondiale.

**Une relève au rendez-vous**

Les derniers chiffres font état de près de 13 500 militaires manquant(e)s dans les rangs de l'armée canadienne. Toutefois, l'objectif de 6496 recrues devrait

être atteint pour l'année financière 2024-2025, après des années de pénurie de personnel.

Le nombre de candidatures reçues est passé de 7890 en janvier dernier à 9001 en février, soit une augmentation de 13 % par rapport à la même période l'an dernier.

Il y a six mois, Mathieu Papillon a soumis sa candidature aux FAC. « [Les Forces armées] veulent que tu prennes plus de responsabilités, elles veulent te *challenge* et c'est quelque chose qui me parle beaucoup », explique-t-il.

Pour le jeune homme de 18 ans, c'est le visionnement de la série documentaire *Les recrues* à l'âge de dix ans qui a éveillé un intérêt en lui pour les Forces armées. Diffusée en 2017, la série suit le quotidien de six recrues qui font leur qualification militaire de base et offre un aperçu de la vie de militaire.

Mathieu aspire à être officier d'artillerie, pilote ou ingénieur en aéronautique. En plus de sa quête personnelle d'aventure, le salaire, le fonds de pension et les avantages sociaux offerts par l'armée l'ont aussi charmé. « On dirait que j'ai vraiment trouvé ce que j'ai envie de faire », soutient Mathieu.

Le sergent Patrick Boulanger, recruteur au Centre de recrutement des Forces armées canadiennes du Québec, a vu l'évolution des générations de recrues depuis ses débuts en tant que recruteur en 2013. « Avant la



PHOTO : LÉA LEMIEUX

Les élèves-officiers et les élèves-officières célèbrent après la parade militaire.

pandémie, on parlait aux jeunes de 16 à 25 ans de sécurité d'emploi, de fonds de pension, de prestations déterminées et des avantages d'un emploi sûr au gouvernement, ça les touchait peu », observe-t-il.

« On dirait qu'avec toute l'incertitude économique [actuelle], ce discours-là leur parle beaucoup plus maintenant. »

Selon M. Boulanger, les Québécois(es) s'intéressent moins aux carrières militaires que le reste du Canada.

Pour la force régulière, le Québec représente de 13,5 à 15 % des demandes d'emploi reçues au niveau national, alors que ses citoyen(ne)s comptent pour près du cinquième de la population canadienne.

Toutefois, la province réussit à atteindre un taux de 22 % d'enrôlement, affirme le sergent-recruteur. « On va peut-être avoir moins de demandes d'emploi, mais on va avoir des demandes d'emploi, peut-être plus de qualité. Il y en a donc beaucoup plus qui vont aboutir à la fin par une offre d'enrôlement », avance Patrick Boulanger.

**Diversifier le recrutement**

Les techniques de recrutement chez les FAC ont fait peu neuve pour séduire les recrues : facilitation du processus de recrutement pour les résident(e)s permanent(e)s, changements dans les critères médicaux et bonification des congés parentaux et annuels. Éric Sauvé, consultant en sécurité

et défense et ancien officier des Forces armées canadiennes, croit qu'il faudrait aussi aller au-delà de la modernisation du processus de recrutement de l'armée.

« [Les FAC] ne font pas appel à la fibre d'aventure et à la flamme des jeunes. Le recrutement dit *#emploi*. Ce qui est dit [aux jeunes], c'est qu'ils auront un emploi et un salaire », souligne-t-il. « Il faut que les militaires soient présents dans les communautés. Il faut qu'ils soient présents dans les écoles », ajoute M. Sauvé.

Patrick Boulanger croit que les témoignages de militaires et de vétéran(e)s peuvent convaincre les jeunes de s'enrôler. « Il y a entre 25 et 35 % des gens qui joignent les Forces armées canadiennes qui ont été influencés par un militaire actif et retraité », avance-t-il.

Le sergent recruteur a créé un programme national qui offre des conférences aux militaires et aux vétéran(e)s afin de former de bons ambassadeurs et de bonnes ambassadrices pour le recrutement.

« Ça vaut la peine de mettre de l'effort sur ces gens-là pour qu'ils soient de bons ambassadeurs et qu'ils relaient la bonne information [aux potentielles recrues] », assure-t-il.

Le sergent recruteur voit le futur du recrutement d'un bon œil. « Je suis très optimiste par rapport au recrutement dans les prochaines années, probablement à cause du contexte économique plus difficile. »



PHOTO : LÉA LEMIEUX

Selvakumar Arumugam et Hailey Kjaer ont terminé leur qualification militaire de base d'officier et d'officière.

# Budget provincial : la culture réclame sa juste part



Le 22 mars 2025, à quelques jours du dépôt du budget provincial, des centaines de travailleurs et de travailleuses de la culture se sont rassemblé(e)s devant le bureau du ministère de la Culture et des Communications à Montréal pour réclamer une hausse des investissements.

Un photoreportage de Rémi Poitras

Dans le budget 2025-2026, le financement du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) est porté à 200 millions de dollars pour chaque année jusqu'en 2028. Le Front commun pour les arts estime que ce montant représente le « seuil minimal viable » pour l'industrie.



« On ne bâtit pas un Québec sans culture », pouvait-on lire sur les affiches brandies par des étudiant(e)s. Soulevée à maintes reprises, la question de la sécurité des carrières artistiques préoccupe les jeunes créateurs et créatrices qui se sentent déchiré(e)s entre leur passion et le besoin d'un avenir confortable.

## VISIONNAGE DISTRAIT



CULTURE

# Distraction... et action!

MÉLODY DEVEAU

Le phénomène de « visionnage distrait » s'est officiellement taillé une place sur Netflix, dans quelques films et séries. Cependant, cette tendance cinématographique suscite beaucoup de controverse et de questionnements auprès des cinéphiles, quant à son arrivée au Québec. Le visionnage distrait consiste à consommer une œuvre tout en faisant autre chose, par exemple effectuer des tâches quotidiennes ou être sur son téléphone. Intimement lié au développement du visionnement de films et de séries à la maison, ce sous-genre cinématographique refait surface, notamment grâce à son adoption par les grandes plateformes de diffusion en continu, comme Netflix.

« S'il y a une espèce de barrière qui empêche les personnes de commencer à [regarder des films] vu que c'est une heure et demie de leur temps, c'est dommage », confie Elliot Dorais, étudiant en cinéma à l'UQAM.

Louis Bélanger, réalisateur et scénariste québécois, explique que le visionnage distrait existe depuis longtemps. Il ajoute que les *télénovelas* produites vers les années 50 dans les pays d'Amérique latine sont un exemple concret de ce phénomène. « C'était ça, le principe : "faisons de la masse et fournissons des choses qui ne prennent pas la tête à regarder" », explique le réalisateur de *Gaz Bar Blues* et de *L'Heure de vérité*.

## Attention limitée

Stéfany Boisvert, professeure à l'École des médias de l'UQAM, explique que la diversité et le changement des habitudes de visionnement d'aujourd'hui ont un rapport direct avec le visionnage distrait.

« Si l'on regarde du contenu un peu n'importe quand dans la journée, ça veut nécessairement dire qu'on va avoir des pratiques de visionnement qui sont plus distraites. » Ainsi, celles-ci « s'imbriquent de manière complexe dans nos activités quotidiennes », affirme M<sup>me</sup> Boisvert. Avec les différents types de technologies et de consommation de l'information, la capacité d'attention de l'humain

devient de plus en plus courte. Une étude menée par la psychologue américaine Gloria Mark démontre qu'en 2012, la capacité d'attention s'inscrit à 1 minute 15 secondes, puis, entre 2017 et 2018, elle se stabilise à 47 secondes.

## Un phénomène controversé

« J'ai l'impression qu'on nivelle encore vers le bas, et que ça va à l'encontre de tout ce qui était appris dans les cours de scénarisation et de ce qui fait qu'une œuvre cinématographique a un sens et a une personnalité », atteste François Cloutier, cinéphile et professeur de littérature au cégep Saint-Jean-sur-Richelieu. Il dit comprendre les raisons derrière l'application de ce phénomène, mais, selon lui, le visionnage distrait « brime la qualité de ce qui est montré ».

« En tant que personne qui est dans le milieu du cinéma et qui fait des projets, c'est certain qu'on préfère que les gens soient attentifs et qu'ils regardent l'œuvre ou, du moins, le film au complet », souligne Olinka Marleau, étudiante en cinéma à l'UQAM. Pourtant, Stéfany Boisvert voit les deux côtés de la médaille. La professeure explique que l'industrie du cinéma et de la

télévision s'est beaucoup concentrée sur l'aspect visuel, tandis que le visionnage distrait met l'accent sur les dialogues. « [Plusieurs pensent] que les œuvres audiovisuelles qui s'appuient beaucoup sur les dialogues pour faire progresser le récit plutôt que sur l'image mènent nécessairement à une œuvre plus pauvre. Ce n'est pas nécessairement le cas », explique-t-elle.

Au Québec, ce phénomène se fait ressentir de différentes façons. Louis Bélanger explique que les séries comme *STAT* ou *Alertes* appliquent le visionnage distrait, mais ne font pas réellement partie de l'univers du cinéma. Il appelle notamment ces séries des « quotidiennes ».

« Tu peux avoir une tendance dans les séries de télévision où les producteurs vont dire "ne faites pas des choses trop compliquées", et je pense [qu'elle se ressent] dans les quotidiennes », ajoute-t-il. Il dénote également que cette tendance est souvent liée à des sujets légers et avec très peu de répétitions de scènes pour les comédien(ne)s, voire seulement une.

« En ce qui concerne les séries québécoises, je pense qu'il y a quand même des trucs qui reviennent beaucoup parce qu'on veut tenir le public en haleine, mais, si tu

réfléchis, dans les quatre épisodes que tu as vus, il n'y a pas grand-chose », dit Olinka Marleau. Elle atteste cependant que de beaux défis ont été relevés dans des films québécois sortant du lot, comme *Le Plongeur* de Francis Leclerc.

« J'ai l'impression qu'on nivelle encore vers le bas. »

François Cloutier,  
professeur de littérature

Louis Bélanger indique également qu'un scénario trop simple dans le cinéma québécois ne ferait pas long feu et risquerait d'être oublié rapidement. Beaucoup de scénarios sont envoyés, mais peu de films sont créés, rendant la compétition particulièrement féroce. « Si tu arrives avec un scénario où il n'y a que du *small talk*, tu n'as aucune chance que ton projet soit financé », déplore-t-il. Le scénariste explique d'ailleurs

que le cinéma québécois n'est pas destiné à Netflix. Il précise que c'est la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), Téléfilm Canada et quelques ajouts mineurs qui s'occupent de financer l'industrie du cinéma québécois. C'est donc pourquoi, selon Louis Bélanger, les scénaristes et les réalisateurs et réalisatrices québécois(es) n'ont pas comme but de mettre leurs œuvres sur de grandes plateformes.

François Cloutier pense que le phénomène provient en partie d'une décision financière. « C'est sûr qu'à un moment donné, [les grandes plateformes] vont connaître le même problème que la télévision québécoise connaît, c'est-à-dire que, veut veut pas, tout coûte très cher », dit-il. Le cinéphile indique que certaines séries comme *Succession* ne pourront plus être faites de la même façon, par souci de financement.

Bien que le visionnage distrait ne soit pas complètement imbriqué dans l'univers du cinéma québécois, Elliot Dorais croit fermement que plusieurs personnes talentueuses passent sous le radar en raison du manque d'intérêt général. « La qualité des œuvres a cependant augmenté et va continuer à augmenter », estime-t-il. 🗣️

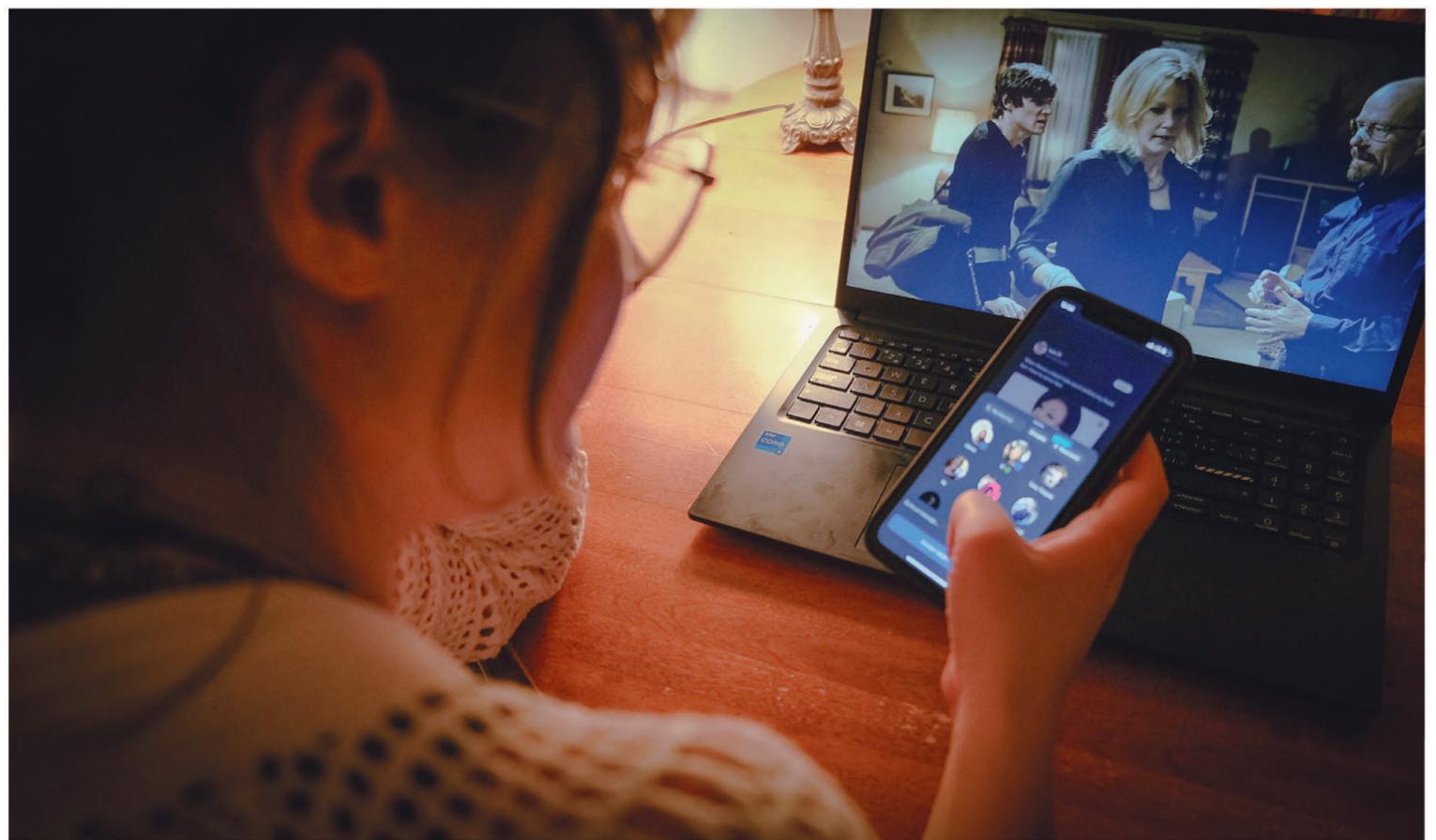


PHOTO : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

Dans les productions destinées au visionnage distrait, les personnages énoncent normalement à haute voix l'action qu'ils sont en train de faire.



CULTURE

# La mode redéfinie par la classe ouvrière

## Entre hommage et appropriation : un débat sur ce style vestimentaire

MAÏKA THOMSON

Les tendances qui s'inspirent de la classe ouvrière et populaire connaissent un véritable essor dans le monde de la mode. Toutefois, pour certain(e)s, la ligne entre hommage et appropriation est mince.

« Ces styles puisent leurs inspirations dans la culture populaire, le vêtement de travail et une certaine nostalgie des décennies passées », explique Adrien Sefaj, gérant de la boutique de vêtements Le Cartel.

Les tendances de la mode qui s'inspirent d'esthétiques ouvrières et modestes sont nombreuses. Il y a notamment le *grunge*, le *blokecore* – une tendance s'inspirant des tenues des adeptes de football britannique des années 90 – ou simplement le retour du *workwear* comme style vestimentaire.

Tant adopté par le public que par les grandes marques de mode, ce style se veut décontracté, simple, mais aussi « utilitaire ».

Dans le cas de la classe ouvrière, les vêtements de travail faisaient partie du quotidien : des vêtements abordables, fonctionnels et de qualité. Pour certains groupes, comme les punks, les *skinheads* et les *teddy boys*, il y avait également une question de revendication. À une époque où la mode était une question de moyens, plusieurs tentaient de se rebeller contre les tendances de mode chères et socialement acceptées.

« Ce qui est différent aujourd'hui, c'est que ce n'est pas un style qui a refait surface à cause d'une volonté consciente d'être anti-mode [...]. Les gens s'en soucient peu, ou parfois même l'ignorent, que vos vêtements aient été achetés à 10 \$ ou à 800 \$ », raconte Alicia Fusayama-Hudon, styliste pour la marque SSENSE.

### Une question d'argent

Plusieurs marques utilisent maintenant l'esthétique de la classe ouvrière dans leurs collections. Par exemple, l'engouement pour ce style a inspiré la compagnie Le Cartel à « collaborer davantage avec des artistes locaux pour réinterpréter des pièces classiques, en y



ILLUSTRATION : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

Outre le confort, l'accessibilité de cette esthétique décontractée pourrait expliquer sa popularité montante, selon Gerardine Jeune, styliste indépendante.

ajoutant une touche contemporaine et artistique », témoigne Adrien Sefaj. Cependant, lorsque certaines grandes marques utilisent cette esthétique, ces vêtements, initialement destinés à la classe populaire, se vendent plus cher. « Les gens n'ont pas beaucoup de moyens, ils cherchent à rapiécer des vêtements. Si tu finis par vendre ça à une gamme de prix qui n'est pas accessible du tout, c'est un peu se contredire sur ses valeurs », énonce Julius Cesaratto, étudiant en théorie, culture et valorisation de la mode à l'École supérieure de mode de l'UQAM.

L'étudiant, qui s'intéresse au style ouvrier, notamment à cause des sous-cultures qui y sont liées, croit qu'il est vrai que certaines marques ne font qu'utiliser l'esthétique sans rendre hommage à l'histoire derrière.

En tant qu'admirateur de ces tendances mode, Julius ne pense cependant pas qu'il y ait quelque chose de fondamentalement immoral ou problématique avec cela. « J'ai moins de problèmes à ce que quelqu'un commercialise un certain *look* ou participe à un certain mouvement, à un phénomène mode, s'il redonne activement et participe à la vitalité de tout ça », précise-t-il. Selon lui, le problème survient si l'objectif est uniquement de s'enrichir. D'un autre côté, ces

grandes marques ont une certaine réputation à tenir, peu importe les tendances de la mode dont elles s'inspirent. La clientèle ne peut donc pas s'attendre à une baisse de prix.

« La mode est souvent en lien direct avec ce qui se passe dans le monde. »

Gerardine Jeune, styliste indépendante

« Les marques de luxe qui offrent des vêtements qui appartiennent à ce style vont les vendre à un prix élevé parce qu'elles doivent aussi respecter leur gamme de prix habituelle », explique Alicia Fusayama-Hudon.

### Renaissance de l'esthétique

« La pandémie a redéfini comment on s'habille », explique Gautier Berlemont, directeur adjoint de Mmode, grappe

industrielle dans le secteur de la mode au Québec. À son avis, la pandémie est l'élément déclencheur qui a mené à la redécouverte du style vestimentaire. Les gens cherchaient quelque chose de confortable, de sobre, de qualité, et les tendances inspirées d'une esthétique ouvrière répondaient à ces besoins. « La mode est souvent en lien direct avec ce qui se passe dans le monde [...] et, aujourd'hui, il y a un retour pour la mode ouvrière parce que, pendant cinq ans, on était un peu en arrêt avec la pandémie », soutient Gerardine Jeune, styliste indépendante.

Selon elle, ce style vestimentaire a donc été un moyen d'intéresser les gens à la mode. Outre le confort qu'elle apporte, l'accessibilité de cette esthétique décontractée pourrait expliquer sa popularité montante. « Si je prends l'exemple du *blokecore*, c'est une formule facile à s'approprier que les gens voient sur les réseaux sociaux », témoigne Julius Cesaratto.

En tant que styliste, M<sup>me</sup> Jeune a pu elle-même observer un changement chez les besoins de sa clientèle. Elle explique que, de plus en plus, « les gens veulent être proches de leur communauté, et ça commence par [leur] image et ce [qu'ils] projettent ». Ils et elles sont donc ouvert(e)s à essayer des choses différentes,

structurées mais moins traditionnelles. Plusieurs, comme que Gerardine Jeune, se demandent si des marques devraient être acclamées pour avoir popularisé certaines tendances qui, auparavant, étaient mal vues, lorsqu'adoptées par certaines communautés marginalisées, notamment celle des Noir(e)s.

### De la gentrification?

« C'est cool que ce soit accepté, puisque les grandes marques le font, mais, en même temps, ce concept d'appropriation, faire comme si c'est eux qui avaient inventé la roue, je ne suis pas d'accord », exprime M<sup>me</sup> Jeune.

À son avis, la question de la gentrification du *streetwear* se pose. Grâce à des marques comme Balenciaga, il est maintenant commun de porter des baskets dans des restaurants luxueux, par exemple. L'industrie semble parfois oublier les communautés et les sous-cultures qui ont inspiré ces tendances, autrefois stigmatisées. Cependant, ce phénomène permet aussi de « briser les codes » vestimentaires et d'amener la mode ailleurs, ajoute la styliste. Selon Gautier Berlemont, il est d'ailleurs difficile de parler d'appropriation, car les modes « sont saisies et utilisées par tout le monde ».

## À L'ÉCOUTE



CULTURE

## Mille et un balados

ROMY CLERMONT

L'industrie de la baladodiffusion se transforme peu à peu et fait face à plusieurs enjeux. Dans les dernières années, les balados ont su se faire une place dans le quotidien de milliers de personnes.

« [Un balado], ça me fait sentir moins seule, dans les moments où je suis seule, donc le temps passe plus vite », dit Myriam Pelletier, étudiante en théâtre à l'UQAM.

Le principal enjeu pour les créateurs et créatrices de balados est la découvrabilité. La membre du Groupe de recherche sur l'industrie de l'humour et de l'Observatoire de l'humour Marie-Claude Savoie explique que, même en faisant de la promotion de contenu par l'entremise des médias sociaux, rien ne garantit leur succès.

Comme beaucoup de Québécois(es), Myriam est une adepte de balados. Bien que le concept de baladodiffusion ne soit pas nouveau, celui-ci est de plus en plus populaire. Aujourd'hui, ce médium fait partie de la routine quotidienne de plusieurs.

## Le succès dans l'industrie

Bien que l'enjeu de la visibilité touche la majorité des créateurs et créatrices de balados, il a particulièrement un effet sur les artisan(e)s indépendant(e)s, qui, en plus d'être responsables de l'entièreté du processus de création de leur balado, doivent faire énormément de promotion.

Emna Achour est coanimatrice de deux balados : Les Ficelles et Farouches. Les Ficelles est associé à Pivot, un média indépendant. « C'est beaucoup de travail, mais, [avec le soutien de Pivot], tout ce que j'ai à faire, c'est écrire ma chronique et faire un peu de promotion sur les réseaux sociaux », raconte-t-elle.

« Avec mon balado Farouches, c'est moi qui porte tous les chapeaux », poursuit-elle. En plus d'écrire ses scénarios et de s'occuper de toutes les étapes de la production du balado, de l'enregistrement à la publication, elle doit également promouvoir son balado en publiant les extraits les plus sensationnels de chaque



PHOTO : ALICE YOUNG, MONTRÉAL CAMPUS

L'écoute de balados fait partie du quotidien de plusieurs personnes.

épisode sur les réseaux sociaux. Cependant, Julien Morissette, directeur artistique de la compagnie de production de balados Transistor, soutient qu'il est plus facile pour les créateurs et créatrices de balados de trouver du succès aujourd'hui, comme les gens ont développé l'habitude d'en écouter en faisant leurs tâches quotidiennes.

« Le balado est un média à contre-courant. »

Marie-Claude Savoie,  
chercheuse en humour

C'est le cas de l'étudiante Myriam Pelletier. « J'écoute un balado sur le chemin de l'école, j'écoute un balado quand je fais mon ménage », témoigne-t-elle.

## Loi de la saturation

« En 2023, j'ai recensé les balados créés par des humoristes en français. J'en ai compté quasiment 170 sur une période de 10-15 ans, mais la majorité était après 2017 », affirme Marie-Claude Savoie.

Malgré le volume élevé de balados disponibles sur les plateformes d'écoute, M<sup>me</sup> Savoie ne pense pas que le marché est saturé. « La durée de vie d'un balado est d'environ un an et demi. Il y a un bon roulement », ajoute-t-elle.

Cependant, elle confirme que certains genres de balados disponibles sur le marché québécois sont sous-représentés.

« Il y a une bonne représentation d'humoristes et d'influenceurs, mais il y a encore beaucoup de place pour tout ce qui est documentaire, mise en récit, fiction. [...] Des approches qui ont des auditoires moins garantis, mais pour lesquelles les gens ont quand même soif », lance le directeur artistique Julien Morissette. La popularisation du balado a également été une porte d'entrée pour des contenus proliférants des fausses nouvelles et des discours haineux.

Marie-Claude Savoie est d'avis que, malgré ce problème, l'industrie de la baladodiffusion ne devrait pas être réglementée. « Le balado est fait de façon indépendante, c'est un média à contre-courant, l'aspect de liberté est très important », avance-t-elle.

De leur côté, les boîtes de production de balados réglementent souvent les contenus des créateurs et des créatrices qu'elles appuient.

Pour combattre ces enjeux, Julien Morissette révèle que la compagnie Transistor s'assure que les contenus qu'elle produit ne propagent pas de haine et présentent des informations véridiques. Même s'il est difficile de réglementer les balados, Emna Achour pense que la meilleure façon de s'opposer aux contenus haineux est d'« encourager et soutenir des balados bienveillants, des balados qui ne chient pas sur des groupes marginalisés, des balados autoproduits par des artistes indépendants ».

## En coulisses

CHRONIQUE

## Un pari risqué

SIMON BÉRUBÉ

J'ai commencé à écouter le hockey sur les ondes de RDS, saison 2013-2014, quand j'avais 9 ans. Une année qui est restée dans ma mémoire, grâce au parcours des Canadiens de Montréal en séries éliminatoires et aux performances héroïques de Carey Price.

Si les performances m'ont marqué, je garde aussi une estime des autres éléments de ces soirs de match, comme leurs publicités. Que ce soit le sympathique Serge Savard avec Gestion de patrimoine Assante ou la voix rauque de Dan Bigras pour les camions Ram, ces publicités demeurent engravées dans ma mémoire d'enfant, pas loin derrière les buts spectaculaires de PK Subban contre les Bruins de Boston.

Pour le meilleur et pour le pire, le paysage publicitaire québécois a évolué ces dernières années. Serge Savard et Assante ont laissé leur place pour d'autres compagnies d'assurance et de gestion de patrimoine.

Les camions énergivores de Dan Bigras ont quant à eux été remplacés par des camions électriques. Cependant, une nouvelle joueuse controversée est entrée dans la partie : la publicité de pari sportif.

Son entrée s'est vite transformée en invasion. En 2025, quelques années après la déréglementation ayant facilité son arrivée, la publicité du pari sportif ne peut tout simplement plus être évitée.

Mise-o-jeu, le jeu de pari sportif de Loto-Québec, pousse le bouchon encore plus loin, avec la création d'une capsule à l'entracte des matchs pour aviser le public des mises les plus avantageuses à ce moment de la soirée. Ça ne choque personne? Je considère que les publicités de pari sportif, en ligne ou pas, n'ont pas leur place aux heures de grande écoute, comme celles d'un match de hockey des Canadiens de Montréal, avec son public de 7 à 77 ans.

Je tiens à préciser que je ne m'acharne pas sur le cas du pari sportif pour promouvoir la prohibition des jeux de hasard. Au contraire, ce n'est pas en les interdisant qu'on les gardera sous contrôle. Je ne comprends tout simplement pas comment on

peut bombarder le public, dont une bonne partie n'est pas en âge de parier légalement, avec les publicités d'un produit au potentiel assez élevé de causer une dépendance. Après tout, on ne voit pas de publicités de Marlboro ou bien de HEXO, le géant du cannabis canadien. La dépendance au jeu n'est pas à prendre à la légère.

Magali Dufour, professeure au Département de psychologie de l'UQAM et experte en jeux d'argent, compare cette dépendance à celles liées à des substances. « En termes de sévérité et en termes de souffrance, on pourrait dire que c'est équivalent », explique-t-elle.

Une étude menée par l'Université Rutgers rapportait que 14 % des joueurs et des joueuses pathologiques misant sur le sport ont mentionné avoir des idées suicidaires, et 10 % d'entre eux et elles ont fait des tentatives de suicide. « Il y a très peu de messages de prévention, pour énormément de promotions. Il y a vraiment un écart important », précise M<sup>me</sup> Dufour.

Selon elle, la promotion récente des paris sportifs, particulièrement les capsules de conseil de Mise-o-jeu, créent une fausse impression de contrôle chez le parieur ou la parieuse, mais surtout une banalisation du jeu.

Magali Dufour se préoccupe des conséquences de cette promotion et de cette banalisation sur les mineur(e)s, qui sont particulièrement vulnérables. « On met les jeunes à risque, on leur donne comme idée de "peut-être que c'est facile, donc je peux parier, c'est peut-être une façon de faire de l'argent" », déplore-t-elle.

« On entend ces jeunes [du secondaire] parler de paris sportifs, ce que l'on ne voyait pas il y a 10 ans », raconte l'experte. Je ne pense pas que l'on puisse continuer de faire une promotion si peu encadrée et nuancée, et croire que la prochaine génération de jeunes s'en sortira de manière indemne.

Laissons nos voisin(e)s, cousin(e)s, petit(e)s frères et sœurs regarder les épopées de Nick Suzuki, Cole Caufield et Lane Hutson dans leur course enlevante pour les séries éliminatoires, sans banaliser l'appât du gain des paris sportifs dans leurs esprits. ❖

# En coulisses

CHRONIQUE

## Fini le tapis rouge

MARILAURE LAMBERT

En continuant de consommer les produits culturels américains, on laisse libre cours au *soft power* de nos voisins du Sud, aux dépens de notre propre identité, de notre propre histoire. Tout ça, au nom d'une illusion de plaisir qui ne nous apporte, en fait, pas grand-chose.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump le 20 janvier dernier, et avec tout ce qu'il s'est passé depuis avec la guerre commerciale et les menaces d'annexion, un sentiment de honte s'empare de moi chaque fois que j'utilise Netflix, Amazon Prime ou Apple Music.

Toutes ces plateformes originaires des États-Unis ont (trop) longtemps été des premiers choix en matière de consommation de contenu culturel. Je sais que je ne suis pas la seule à me sentir déchirée entre boycotter ces produits et les garder pour satisfaire mon propre plaisir. Difficile de se détacher d'une entité qui prend tellement de place sur la scène culturelle, particulièrement en ligne! Mais les circonstances parlent d'elles-mêmes : on ne peut tenir tête au géant américain tout en l'encourageant à coups d'abonnements.

On ouvre grand nos portefeuilles au vieux bonhomme orange et aux autres milliardaires du secteur de la technologie américain, mais, « tout ce qui va nous rester, c'est de consommer des produits faits ailleurs, qui nous relatent des valeurs avec lesquelles on n'est pas d'accord », explique Jean-Marie Lafortune, professeur au Département de communication sociale et publique de l'UQAM et expert en action culturelle.

En effet, comme il le dit si bien : « la culture devrait nous permettre de mieux nous comprendre nous-mêmes et [de] mieux comprendre le monde ».

Comme l'explique M. Lafortune, le « plaisir » qu'on ressent en consommant le contenu de ces mégaplateformes émane plus du fait qu'on adhère à une mode, à ce que tout le monde fait. Cela a pour effet non seulement de ne laisser place qu'aux plus gros joueurs, mais aussi de noyer la culture québécoise ainsi que les arts vivants. L'offre culturelle d'ici est faite pour nous et par nous,

alors pourquoi se tourner vers une réalité qui n'est pas la nôtre en nous faisant croire que c'est une réalité qui nous appartient? Cette question est d'autant plus importante aujourd'hui, alors qu'on sent plus que jamais un écart entre les valeurs américaines et les nôtres. « On est en train de dérouler le tapis rouge pour leur conquête, qui va se faire de nos esprits et de notre pays », soutient M. Lafortune.

L'abandon des arts vivants observé surtout depuis la pandémie a laissé de « mauvais plis ». D'après Jean-Marie Lafortune, on passe à côté de ce que la culture devrait être, c'est-à-dire « quelque chose de partagé, de collectif ».

Sans nécessairement boycotter totalement tout ce qui est américain, il faut consommer en étant conscient des dommages à réparer et, surtout, il faut s'adapter afin de prioriser et de se réapproprier notre culture. Il faut, comme le dit M. Lafortune, « décoloniser les esprits ».

D'après lui, le fait de « s'ouvrir à d'autres sources » ou de participer de manière engagée à la vie culturelle de chez nous est un pas dans la bonne direction.

Peut-être aussi que, si on avait nos propres plateformes, entre autres en ce qui a trait à la musique, on pourrait faire en sorte qu'au lieu de nous fanatiser devant de grandes vedettes américaines, on donne un peu de lumière aux artistes d'ici, qui gagnent à être connus.

Cela dit, je suis toujours abonnée à toutes les plateformes de contenu. Cependant, je fais un effort supplémentaire pour accorder plus d'attention au contenu d'ici.

La plateforme de diffusion canadienne Crave, qui propose une grande variété de films et de séries canadiennes et québécoises, en plus de certains contenus américains populaires comme *Ru Paul's Drag Race* et *Friends* (à mon grand bonheur), est une bonne option pour se sentir moins coupable.

Je crois que c'est ça, la clé, et que c'est par là qu'on arrivera à se « décoloniser ».

Parce qu'après tout, avec nos efforts viennent des résultats, et ce n'est malheureusement pas du jour au lendemain que nous serons en mesure de défaire des décennies de dépendance à la culture américaine. ❖



CULTURE

## Uni(e)s pour l'Unifolié

VINCENT POIRIER

Hymne national américain hué, bagarres et tensions : les récents affrontements sportifs entre le Canada et les États-Unis soulèvent chez le public un vent de patriotisme qui pourrait à nouveau déferler dans les prochains mois, pour la Coupe du monde 2026 et les Jeux olympiques.

Bien que des huées pendant les hymnes nationaux américains aient été entendues à Toronto, lors de matchs de la National Basketball Association (NBA), la montée du patriotisme canadien dans le sport est principalement observée chez les partisan(e)s de hockey.

« Le hockey est notre sport national, celui auquel nous nous identifions en tant que Québécois(es) et Canadien(ne)s », déclare Victor Séguin, étudiant en intervention sportive à l'Université Laval. Selon lui, le patriotisme pourrait gagner d'autres sports, mais jamais avec l'intensité qu'on retrouve dans le hockey, symbole d'une identité collective.

Bon exemple de ce que le patriotisme peut faire sur le sport, le contexte politique tendu entre les deux pays, aggravé par la guerre commerciale, a enflammé la Confrontation des 4 nations. Les tensions politiques ont transformé les rencontres en véritables règlements de comptes, tant sur la glace que dans les gradins. La victoire canadienne a déclenché de multiples bagarres dans les rues de Boston, prolongeant l'animosité bien au-delà de la patinoire.

### « Détester son ennemi »

Président de l'Observatoire de géopolitique de la Chaire Raoul-Dandurand et expert en géopolitique du sport, Yann Roche observe « une relance du patriotisme canadien », un mouvement principalement observé chez le public.

Malgré le fait qu'il s'identifie davantage comme un souverainiste québécois, Victor Séguin avoue que, dans le contexte politique actuel, les plus récents événements mêlés au mouvement patriotique canadien l'ont « particulièrement impressionné » et sont « venus [le] chercher ». « Je me suis surpris à être heureux que la foule hue les États-Unis et chante à tue-tête l'Ô Canada », a-t-il ajouté.



ILLUSTRATION : LAYLA BECHOU

Le contexte politique actuel accentue le patriotisme canadien au hockey.

Nicolas Lalonde, un pompier et souverainiste autoproclamé, estime que la Confrontation des 4 nations a permis de « rassembler le peuple canadien ». « L'événement a donné une raison de détester son ennemi », a-t-il déclaré en parlant des États-Unis.

## « Le sport et la politique sont intimement liés. »

Yann Roche,  
Expert en géopolitique du sport

En pleine guerre tarifaire, le Canada, les États-Unis et le Mexique coorganisent la Coupe du Monde 2026. La gestion de cet événement, qui regroupe en moyenne plus de 3 milliards de spectateurs et de spectatrices, sera à surveiller, selon Victor Séguin.

« La FIFA est une institution marquée par l'opacité et la corruption, avec très peu de transparence [...]. On se rend compte que la frontière entre la FIFA et le gouvernement américain devient de plus en plus mince », ajoute M. Séguin.

### Une rivalité qui s'envenime

Le président américain, Donald Trump, a affirmé, aux côtés de Gianni Infantino, le président de la Fédération internationale de football association (FIFA), que les tensions actuelles étaient « une bonne chose », qu'elles allaient rendre l'événement « plus palpitant ». Les regards de milliards

d'individus seront aussi projetés vers Milan, en février 2026, où la ville sera l'hôte des Jeux olympiques d'hiver.

En Italie, un affrontement entre le Canada et les États-Unis « pourrait même devenir l'un des moments forts des Jeux », croit Yann Roche. « La rivalité va être encore particulièrement forte dans un an, et elle existe déjà chez les femmes au hockey. Elle risque d'avoir un impact très fort sur l'ensemble du Canada, patriotiquement, aux Jeux olympiques d'hiver », prévoit M. Roche.

La rareté des duels internationaux, combinée au contexte géopolitique, « envenime » la rivalité historique sportive entre les deux nations, juge Yann Roche. « C'est clair que ça a mis le feu aux poudres », explique Victor Séguin.

Tous deux sont convaincus que le sport a ce pouvoir unique de soulever les foules et de réveiller un sentiment d'appartenance nationale. Celui-ci dépasse parfois même le cadre du jeu pour devenir un véritable outil politique. « On le sait : une victoire a toujours un impact sur le patriotisme », affirme M. Roche en faisant référence aux répercussions politiques de la Série du siècle de 1972 entre le Canada et l'URSS, ainsi qu'au « miracle sur glace » des Américain(e)s contre les Soviétiques en 1980.

En 1972, Le Canada avait triomphé contre les Soviétiques. La victoire a transcendé le simple cadre sportif pour devenir un événement marquant de la Guerre froide.

Obtenue dans un contexte où les tensions politiques étaient également tendues, elle a permis aux Canadien(ne)s de cristalliser une identité collective contre la menace étrangère. ❖

## LES REGARDS DU CAMPUS

# Ces jeunes qui ont peur de ne jamais être

ÉLISA MARCHILDON

Jamais n'a-t-on autant aimé parler du droit à la vie des autres, comme s'il nous appartenait. Le fœtus a une valeur inimaginable alors que l'existence du jeune trans est effacée. Il est temps de se regarder en face comme société et de revoir nos priorités, au risque de détruire la vie de nos enfants.

À mon avis, l'histoire n'est qu'une grande preuve que la politique est un yoyo rebondissant de droite à gauche.

Seulement, le yoyo est actuellement à droite et la corde est en train de se casser. Avec la première élection de Donald Trump, le respect envers les minorités visibles et sexuelles semblait être tombé au plus bas, mais, surprise, 2025 est en train de battre tous les records. Et il n'est pas seulement question de nos voisins du Sud : le monde entier semble pencher vers le côté droit de la bascule. Pour forcer leur manière de penser dans les esprits des

gens, les admirateurs et les admiratrices du mouvement MAGA (*Make America Great Again*) ont jeté leur dévolu sur la question des jeunes transgenres. De l'extérieur, ils et elles critiquent une attaque envers les enfants et défendent bec et ongles le droit à la vie pour se positionner en saints et saintes. Mais la réalité se trouve à l'intérieur. Tel un cheval de Troie, les partisan(ne)s de la droite extrémiste religieuse cachent une haine et un besoin de contrôle sur la personne enceinte comme sur le ou la jeune LGBTQ+. L'image de saints et saintes laisse place à celle de marionnettistes.

Cette façade s'est déjà infiltrée dans la société canadienne et québécoise. Interligne, un organisme québécois qui propose entre autres une ligne d'écoute pour les personnes de la communauté LGBTQ+ a remarqué une augmentation des appels depuis la seconde élection de Donald Trump.

« Les gens nous en parlent plus. Les gens nous disent qu'ils ont peur, qu'ils ont peur de ce qui se passe aux États-Unis, mais

qu'ils ont peur que ça se propage jusqu'au Canada », confie Élo Gauthier Lamothe, coordonnateur aux communications.

« Les gens nous disent qu'ils ont peur, qu'ils ont peur de ce qui se passe aux États-Unis. »

Élo Gauthier Lamothe,  
membre Interligne

La montée de la haine crée un climat dangereux pour toute la communauté, mais particulièrement les jeunes trans et non-binaires. En effet, l'identité de genre et la question des hormones chez

les jeunes créent le plus de débats dans la sphère publique, parmi les questions liées à la communauté LGBTQ+.

Interligne remarque également une augmentation, depuis les dernières années, des appels à propos de l'identité de genre. « Si ce n'est pas des personnes en questionnement, c'est simplement des personnes trans qui sont inquiètes de tout ce qui se passe », raconte Élo Gauthier Lamothe. Pour certain(e)s, c'est la peur de ne pas avoir accès à des hormones ou à des chirurgies d'affirmation de genre dans un futur proche.

Pour d'autres, c'est l'horreur de voir ses parents qui semblaient compréhensifs avoir de plus en plus de doutes et donc ne plus se sentir accepté(e)s chez soi.

L'organisme vit lui-même cette augmentation de la haine. Bien que les communications indésirables représentent encore 3% du total des appels reçus, le nombre habituel pour l'organisme, les propos violents se multiplient. Ces derniers visent « les personnes

LGBTQ+, la ligne d'écoute en tant que telle ou notre organisme en particulier », explique l'employé d'Interligne.

Oui, l'extrême droite participe à une recrudescence de cette haine, toutefois, elle a trouvé une aide précieuse dans les médias. Le besoin de produire rapidement et d'attirer l'attention fait de presque toutes les productions médiatiques abordant la transidentité ou la non-binarité des épaves de sens et d'empathie.

Les réalités trans et non-binaire sont celles de communautés relativement petites et avec peu d'expert(e)s pour les représenter justement. Selon moi, ces expert(e)s ont longtemps donné de leur temps pour que leurs propos soient réduits et que le micro soit donné à ceux et celles faisant le plus de bruit.

À mon sens, il n'est pas question d'arrêter de parler des jeunes trans et non binaires, mais il est nécessaire pour le journalisme de réfléchir à comment nous avons abordé cet enjeu dans le passé et de rectifier le tir. ❖

## Bien intégré(e), ça veut dire quoi exactement?

CAMÉLIA BOUSSAID

Alors que l'intégration des immigrant(e)s revient fréquemment dans l'actualité et que le gouvernement présente le nouveau projet de loi 84 sur l'intégration nationale, je me pose la question : qu'est-ce qu'une bonne intégration implique, exactement?

Déjà, je ne crois pas qu'il y ait d'intégration parfaite ou de modèle idéal, encore moins de « bons » et de « mauvais » immigrant(e)s, mais il y a, certes, certains objectifs à atteindre pour parler d'une intégration réussie qui ne relèvent pas d'accomplissements glorieux ou d'attentes subjectives.

Rachida Azdouz, psychologue et chercheuse au Laboratoire de recherche en relations interculturelles de l'Université de Montréal, énumère trois facteurs d'intégration qui sont observables : le facteur linguistique, socio-économique et politique.

Ainsi, un(e) immigrant(e) qui apprend la langue, qui travaille et paie ses impôts et qui participe à la vie démocratique et citoyenne, il va de soi de considérer cette personne intégrée.

On nous présente des immigrant(e)s qui ont accompli des choses exceptionnelles comme modèle d'intégration, mais qui ne projettent pas toujours des attentes réalistes.

S'en tenir à ces trois facteurs, c'est suffisant. Cela dit, trop souvent, les attentes vont au-delà de ces trois facteurs pour être considéré(e) « bien intégré(e) », et je ne crois pas que ça devrait être le cas.

M<sup>me</sup> Azdouz aborde notamment l'aspect du sentiment d'appartenance. Toutefois, c'est un facteur qui n'est pas mesurable, puisqu'il provient d'un ressenti. La chercheuse explique que ce n'est pas un élément obligatoire : « On peut très bien être intégré, c'est-à-dire être un citoyen ordinaire qui évolue dans la société, qui participe à sa société, qui respecte les lois,

mais très bien se considérer citoyen du monde. »

Bien que je valorise l'appartenance à une société et que je la crois souhaitable, je suis d'avis que l'absence de ce sentiment ne rend pas une intégration moins légitime.

« On peut très bien être intégré, mais très bien se considérer citoyen du monde. »

Rachida Azdouz,  
psychologue

Je connais plusieurs personnes, de proche ou de loin, qui ne vont pas explicitement se définir comme des Québécois(es), mais

qui vont autant s'impliquer dans la société que les autres. Le sentiment d'appartenance n'est pas quelque chose qu'on peut forcer ou imposer à quelqu'un.

Et ces raisons de non-appartenance sont multiples et propres à chacun(e). « Il y a des personnes qui peuvent considérer, pour toutes sortes de raisons, qu'elles viennent d'ailleurs, je prends l'exemple d'une personne qui est venue très tard dans un pays ou de quelqu'un qui est réfugié, qui n'a pas émigré par choix, qui a émigré par obligation », explique la psychologue.

M<sup>me</sup> Azdouz rappelle aussi que ce ressenti peut varier en fonction des événements auxquels ces personnes font face, que ce soit par exemple de vivre le deuil d'un(e) proche à l'étranger, d'avoir vécu un épisode de racisme, etc.

Ainsi, « le processus d'intégration n'est pas quelque chose de linéaire ou d'ascendant. Il y a des allées et des retours. Il y a des moments, des fois, où [les personnes] replient », explique

M<sup>me</sup> Azdouz. On ne peut donc pas avoir cette attente pour parler d'intégration réussie. Sans pouvoir le forcer, on peut toujours susciter le sentiment d'appartenance, espérant que les personnes adhèrent, en cultivant un discours attrayant.

« On entend un discours négatif à longueur de journée sur les immigrants, qu'ils ne s'intègrent pas, qu'ils sont responsables de la crise du logement, qu'ils imposent leurs valeurs, qu'ils imposent leurs religions. C'est sûr que ça ne donne pas envie d'appartenir [à la nation]. Ce n'est pas attrayant comme discours », explique la chercheuse.

Bien que l'ouverture à l'autre va dans les deux sens, c'est peut-être en appréciant davantage la contribution des immigrant(e)s à la société que l'on peut cultiver le sentiment d'appartenance.

Pensons aux éducateurs et éducatrices de la petite enfance, aux préposé(e)s aux bénéficiaires ou encore aux « anges gardiens » dont on parlait pendant la pandémie. Ils sont là, les vrais modèles. ❖



- 3 Vice-rectrice à la relance du Quartier latin
- 5 Chaire de recherche très connue à l'UQAM
- 7 Chancelière de l'UQAM
- 8 Célèbre réalisateur diplômé de l'UQAM
- 10 Nombre de campus satellites de l'UQAM
- 11 Rue du Centre sportif de l'UQAM
- 12 Un des pavillons de l'UQAM
- 1 Place Émilie...
- 2 Salle de spectacle à l'UQAM
- 4 Étudiante de l'UQAM
- 6 Premier recteur dans l'histoire de l'UQAM
- 9 Ville où se trouve un des campus satellites de l'UQAM

# Le quiz du *Montréal Campus*

1. Jusqu'à combien de dollars le Syndicat des étudiant(e)s employé(e)s de l'UQAM rembourse-t-il les produits menstruels?

- a) 100 \$
- b) 0 \$
- c) 50 \$
- d) 20 \$

2. Comment s'appelle le nouveau poste Hydro-Québec?

- a) Coup de foudre à l'UQAM
- b) Berri 2
- c) UQAM branchée
- d) Plan latin

3. Qu'est ce que l'infonuagique?

- a) Une information sur la météo
- b) Une information légère
- c) Une information en forme de nuage
- d) Une information entreposée dans un nuage virtuel

4. Lequel de ces objets n'est pas un outil de chirurgie?

- a) La scie à os
- b) Le bistouri
- c) La barrette
- d) L'agrafeuse

5. Les détenus fédéraux sont payés pour aller à l'école

- a) VRAI
- b) FAUX

6. Qui anime le balado *La Folie des Grandeurs*?

- a) Janette Bertrand
- b) Christophe Chapleau
- c) Lancelot
- d) Christian Page

7. Dans quelle ville se dérouleront les Jeux olympiques d'hiver 2026?

- a) Milan
- b) Oslo
- c) Québec
- d) Oulan-Bator

8. Qui a réalisé le film *Le Plongeur*?

- a) Xavier Dolan
- b) Henry Bernadet
- c) Francis Leclerc
- d) Sophie Deraspe

9. Lequel de ces styles vestimentaires ne s'inspirent pas de la classe ouvrière

- a) Le grunge
- b) Le blockecore
- c) Le *workwear*
- d) Le néo-travailleuse

10. De combien de pourcentage le portefeuille du ministère de la Culture a-t-il augmenté dans le budget 2025-2026?

- a) 7,5 %
- b) 2,1 %
- c) 4,7 %
- d) 12,8 %

## Réponses :

- 10. a) 7,5 %
- 9. d) Le néo-travailleuse
- 8. c) Francis Leclerc
- 7. a) Milan
- 6. b) Christophe Chapleau
- 5. a) VRAI
- 4. c) La barrette
- 3. d) Une information entreposée dans un nuage virtuel
- 2. b) Berri 2
- 1. c) 50 \$

